

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

Abonnements d'essai trois mois :
5 francs
Paraît le vendredi

Après la Conférence Nationale

Recrutons !

Si nous voulons vaincre, il ne nous faut pas seulement une politique marxiste, il nous faut aussi être nombreux. De quelques centaines de membres et de sympathisants que nous sommes, nous devons devenir plusieurs milliers. Alors seulement nous acquierrons la force d'un parti. Bien entendu, ce sont les éléments les plus ardents de la classe ouvrière qui doivent trouver place dans nos rangs. Car le nombre n'a de valeur, dans le parti communiste, que s'il signifie une masse de prolétaires englobant l'avant-garde de la classe ouvrière.

Depuis que nous avons rompu sans retour avec le parti stalinien, depuis que nous avons affirmé notre volonté d'organiser un parti communiste continuant l'œuvre de l'opposition de gauche et reprenant à son compte la plateforme initiale de l'I. C. (en rejetant cette contrefaçon opportuniste et malhonnête fabriquée par les staliniens), de nombreuses sympathies nouvelles se sont fait jour.

Des membres du parti nous disent : « Aller vers la « fraction de gauche », cela nous paraissait stérile, quoique nous sympathisions avec les idées défendues par elle ! Mais aller vers un nouveau parti, cela ouvre des horizons plus larges. Nous viendrons. »

Beaucoup d'autres qui nous écoutaient favorablement, anciens membres du parti, militants des syndicats, ou bien travailleurs sans parti, estiment que le « redressement » du parti utopique. Mais ils comprennent que seules nos idées, seule notre plateforme, seule notre tradition de lutte, représentent l'avenir. Aujourd'hui ils viendront travailler dans nos rangs.

Recrutons, organisons les sympathies. Elles grossiront prodigieusement si notre activité sait être à la hauteur de la tâche qui nous incombe. Pour cela, il faut porter nos efforts dans deux directions :

1° Nos organisations de bases, si faibles soient-elles à l'origine doivent faire entrer systématiquement dans leurs rangs tous ceux qui aujourd'hui cherchent leur voie vers un vrai parti communiste. Nous devons briser avec l'esprit de cercle fermé, nous devons attirer toutes les énergies qui nous entourent et qui, jusqu'à présent étaient rebutees par nos méthodes de travail encore trop étroites, trop imprégnées de l'orientation politique fondamentale de fraction du parti. Aujourd'hui, nous avons pour tâche directe d'éduquer les masses ouvrières pour notre parti.

Parmi ceux qui nous rejoignent et qui veulent nous rejoindre, de nombreux camarades connaissent mal les luttes menées par l'opposition de gauche depuis dix années. Nous leur ferons comprendre dans la lutte commune l'expérience acquise. Loin de conserver son « trésor », de cultiver pour lui-même ses acquisitions politiques, chaque militant de l'organisation doit, au contraire la faire servir à la plus large propagande, à l'éducation systématique de nouveaux membres.

Nos groupes doivent devenir des centres d'éducation et d'action actifs, ne pas craindre les confrontations et les discussions avec tout travailleur disposé à reconstruire son parti révolutionnaire, même s'il est pour l'instant encore largement influencé par les courants rétrogrades de la social-démocratie ou du centrisme stalinien.

Comme nous l'écrivions la semaine dernière « L'organisation a besoin d'une vie intérieure démocratique, c'est-à-dire qu'il est indispensable que les tendances et courants qui naissent inévitablement au cours de la lutte puissent se faire jour, évidemment sur la base des principes programmatiques et tactiques adoptés par l'organisation. Cette démocratie ouvrière permet à l'organisation de trouver toujours dans son sein, après discussion et critique de l'expérience, la voie qui mènera en avant, au lieu de tirer en arrière, ou de faire stagner. »

Ce travail de nos groupes doit être inséparable d'une large action politique de toute l'organisation. Initiative, hardiesse, ténacité, voilà nos mots d'ordre ! Dans l'action syndicale, par notre presse, dans toutes les manifestations de la vie et de la lutte ouvrière, la Ligue Communiste doit être à l'avant-garde.

2° Il nous faut gagner la jeunesse. Le recrutement de la jeunesse communiste officielle est à peu près tari. Ainsi est tarie la source même de vie et de renouvellement du parti stalinien.

Au contraire, la Ligue Communiste est pour une large part, une organisation de jeunes. Avec le développement, le nouveau parti communiste deviendra le pôle d'attraction de toute une nouvelle génération.

Nous devons l'aider à trouver. Notre Conférence nationale a décidé de constituer des organisations indépendantes de jeunes. Dès à présent, sera publié un journal par les jeunes bolcheviks-léninistes, des groupes et cercles seront constitués. Toute une nouvelle vie doit prendre naissance dans cette jeunesse. L'effroyable

Contre les crimes de la peste brune !

Voter des résolutions, envoyer des télégrammes, c'est ne rien faire pour SAUVER Dimitrov, Popov, Tanev et Torgler de la hache de Goering !

Il est inouï que les partis ouvriers et les organisations syndicales, si prodigues de phrases contre le fascisme, n'aient rien fait et ne fassent rien pour organiser L'ACTION QUI, SEULE, PEUT FAIRE RECULER LES BOURREAUX.

La LIGUE COMMUNISTE a déclaré à sa Conférence nationale : « Il faut organiser une journée internationale de grève et de manifestations contre la terreur fasciste et le procès de Leipzig, sous le signe du front unique. »

Arrêt des trains et des bateaux vers l'Allemagne et venant d'Allemagne, grèves dans l'industrie et les transports ! Voilà LES SEULES ARMES qui arrêteront la main des assassins sans apporter une goutte d'eau au moulin de l'impérialiste Daladier.

Pour exposer la nécessité de cette tâche urgente, nous vous conviendrons à un MEETING INTERNATIONAL, qui sera annoncé, la semaine prochaine, par affiches.

Contre le budget Daladier

Pas d'économies sur le dos des travailleurs !

La discussion est engagée à la Chambre sur les projets du gouvernement. Par du marchandage subtil, Daladier espère faire passer son plan d'économies.

Le fait le plus important est l'accentuation de la crise à l'intérieur du parti socialiste. Les travailleurs qui sont dans ce parti ont pris au sérieux la lutte contre les « néosocialistes ». Marceau Pivert et Paul Faure interprètent en paroles la volonté des militants socialistes de se dresser contre l'ensemble des projets gouvernementaux. Mais Blum, Aurélien et Cie, à peine réinstallés dans l'atmosphère de combines et de trahisons de la Chambre, se déclarent prêts à voter le projet gouvernemental, moyennant quelques petites concessions faites en coulisse.

Et naturellement, Déat, Renaudin et Cie se frottent les mains, en assistant à la confusion de Blum. A propos du projet ridicule et hypocrite de Daladier sur « la fabrication et le trafic privé des armes de guerre », Blum écrit dans le *Populaire* : « Nous nous rallierons finalement aux dispositions gouvernementales ». Et ainsi du reste.

Mais en même temps, Paul Faure foudroie à la *Bataille Socialiste* que ce projet de budget est un « défi au socialisme », etc., etc. Que doivent penser les militants socialistes qui ont cru au redressement de leur parti ? Est-ce cette nouvelle capitulation devant Daladier qu'ils ont voulu ?

Devant cette volonté du parti socialiste, dans son ensemble, de voter d'une façon ou d'une autre le budget, la bourgeoisie de droite fait grise mine à Daladier. Le Temps morigène les radicaux qui perséverent dans le cartel au lieu de s'orienter vers la concentration.

Mais l'hésitation de Daladier n'est pas seulement l'effet de profondes considérations tactiques. Elle est plus simplement le reflet de l'incertitude réelle de la bourgeoisie dont certaines catégories influentes pensent pouvoir se satisfaire des radicaux pour assurer l'équilibre budgétaire, les compressions, la déflation, la répression contre la classe ouvrière.

Depuis, ce jeu ne peut durer. Il est douteux que le ministère Daladier puisse conduire jusqu'au bout la discussion de son budget. Car il est probable que la crise du parti socialiste ira en s'amplifiant.

En tout cas, les travailleurs n'ont pas de temps à perdre. Qu'ils organisent leur front de bataille ! Car c'est seulement par la lutte qu'ils pourront résister à cette offensive du capital.

compression que le stalinisme a fait subir aux jeunes a entraîné un certain élargissement de la jeunesse socialiste. Mais la jeunesse cherche son organisation révolutionnaire. Nous devons la lui fournir. Il ne faut négliger aucun des moyens propres à éduquer les jeunes, à les éclairer, à les mener au combat. Le développement futur de notre jeunesse sera la garantie de notre développement futur. Et dans ce domaine moins qu'ailleurs, le stalinisme n'a aujourd'hui de prise. Les calomnies, la duplicité, les marchandages, la corruption bureaucratique, la falsification de l'histoire, tout cela déplaît aux jeunes. Ils veulent l'action énergique, mais aussi la loyauté et la justesse vue. C'est pourquoi nous les gagnons.

Telles sont quelques-unes des perspectives qui ouvrent devant nous les mois à venir. Avec l'organisation d'un nouveau parti communiste est née une grande espérance. Nous devons tout faire pour la réaliser dignement !

LE RASSEMBLEMENT DU PROLETARIAT

La manifestation socialiste de Livry fut un échec

La manifestation organisée à Livry dimanche — et à laquelle se joignent les staliniens — se déroula dans une atmosphère d'apathie pesante. Trois mille participants environ dans chaque cortège. Mais les participants sans ardeur ni combativité. Les jeunes staliniens qui flent doucement le service d'ordre socialiste, retrouvent un peu d'ardeur pour arracher la *Vérité* à nos camarades vendeurs.

Dans son discours, Jaurès marqua sa satisfaction de voir que des communistes n'avaient pu troubler la réunion. Sans déployer leur service d'ordre « professionnel » les socialistes ont pu maintenir un bon ordre dans le défilé et le meeting.

Le tract stalinien qui appelait à la manifestation des « socialistes », déclarait : « Nous ne voulons pas que cette manifestation de notre parti soit interprétée par vous, ouvriers socialistes, comme dirigée contre votre Parti. En effet à la tribune Soupe à qui les socialistes cédèrent la parole avec habileté et avec mépris, prononça une morne litanie adressée au « camarade ouvrier socialiste » qui dut même les camarades du parti. On remarqua qu'il terminait par un appel à l'Internationale Communiste — mais en demandant de se rallier à une Internationale prolétarienne, une internationale rouge.

Les staliniens ne se retournèrent eux-mêmes que pour manifester l'obstruction la plus têtue et la plus bornée lorsque NEXI prit la parole. Ainsi ils renouaient les liens de discussion avec le « camarade ouvrier socialiste ».

Depuis la réunion social-démocrate se poursuivait avec ses saluts rituels de foire de mobilisation. Quand Blum commença un exposé subtil et calculé sur les dangers de guerre mondiale et aujourd'hui en Autriche, nous sommes fidèles à l'esprit de l'Internationale du temps de Lénine et de Trotsky ; nous demeurons partisans de la politique de front unique, capable de rassembler les masses prolétariennes dans l'action contre la bourgeoisie. Il déclara qu'à cette unité d'action il fallait proposer un objectif concret pour sauver Dimitrov et ses coaccusés, pour dresser le front prolétarien dans son ensemble sur son terrain de classe contre le capitalisme international et contre le fascisme. Répandant le boycottage « moral » de la seconde internationale et l'action abritée derrière les plaidoiries de Moro Giarferi des staliniens, il présenta les propositions de la Ligue Communiste pour la préparation par toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière d'une journée de grève générale. Enfin, il indiqua la nécessité au lendemain de la défaite subie par le prolétariat international en Allemagne, de travailler, comme Lénine le fit à Zimmerwald, à la création d'une direction révolutionnaire capable de conduire tout le prolétariat dans la voie de la lutte et de la victoire. Il termina sur l'appel à soutenir le travail pour la Quatrième internationale.

L'appel de GÉRARD fut sérieusement discuté par de nombreux travailleurs qui avaient dans leur mains la *Vérité* vendue par nos camarades.

En somme, le caractère stérile et terne de ce rassemblement, le petit nombre de participants, leur peu de chaleur, l'abandon des plus conscients soit au discours creux des social-démocrates, soit à la stratégie bornée et stérile des staliniens, tout cela est une manifestation sérieuse de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière. Après Vincennes, Livry-Gargan. Deux échecs. Deux politiques également incapables de galvaniser le prolétariat et de le conduire à la lutte. Dans les conditions difficiles de l'heure présente, c'est la tâche d'une direction révolutionnaire se basant sérieusement sur la doctrine de Marx, sur la théorie et la pratique de l'Internationale Communiste, du temps de Lénine et de Trotsky de redresser A TEMPS le mouvement.

Où en est tombé le S. R. I. aux mains des naufrageurs staliniens :

« Droit d'asile aux immigrés révolutionnaires et expulsion des gardes-blancs et aventuriers de droite et de gauche à la Miller ou à la TROTSKY. »

Rapport moral du S. R. I.

Camarades, protestez vigoureusement !

Aux ouvriers socialistes !

Quand vous séparerez vous de la droite ?

Cette question s'adresse à la majorité du Parti socialiste qui sous l'influence de ses sections ouvrières élimine les droitières du Populaire et des organismes du Parti.

Mais les « néosocialistes » se défendent : ils lancent un quotidien « l'Appel » ; les questions financières ne semblent pas les embarrasser. Après la réunion d'Angoulême qui fut déjà pas mal de bruit, c'est le vendredi 13, à Montrouge qu'ils vinrent défendre leurs théories. Or, Farinet, secrétaire de la Fédération de la Seine du Parti S. F. I. O. ayant demandé la parole y fut malmené et les troupes de choc du mou *Levillain* (20) bousculèrent quelque peu les durs. Cela fait du bruit dans les sections où les ouvriers qui s'illusionnent sur le mot « Unité » commencent à comprendre que pour être dans le même Parti il faut être d'accord sur une certaine plateforme et savoir ce que l'on veut réaliser.

Longuet (Popu du 16) déclare que Déat et Montagnon ont sur un ton agressif et furibond fait des déclarations sur lesquelles tout le monde est d'accord. Les staliniens y verront une fois de plus la vérification de l'opinion qu'ils défendent : « Droite et gauche sont pareilles, tous des social-fascistes » quant à nous, nous pensons que le désaccord qui règne dans le Parti S. F. I. O. est profond. La base, qui a appris un peu depuis l'avènement d'Hitler commence à douter des vertus de la défense prolétarienne sur le terrain légaliste et parlementaire.

Marceau Pivert a senti le vent et s'est créé une grande popularité par ses articles très radicaux : à ceux qui le suivent d'exiger des actes, l'expulsion des droitières, la défense par tous les moyens des fonctionnaires et anciens combattants menacés par Daladier.

Mais nous demandons à ces ouvriers de ne pas se faire d'illusions sur leurs chefs « les austromarxistes, les Bata de Vienne » qui représenteront toujours une vanité très gauche de la social-démocratie, nous montrant ce dont ils sont capables quand le moment des palabres est terminé et qu'il faut passer aux actes. Ils ne savent que capituler et décourager la classe ouvrière : ils se vantent même (Rosenfeld-Populaire) de la retenir de faire grève. Pour eux le moment de l'action ne viendra toujours que le lendemain.

Notre tâche est grande, à nous bolcheviks-léninistes, de faire comprendre aux masses réformistes que seule la politique communiste de Lénine et de Trotsky peut les préserver de la guerre et du fascisme en abattant le capitalisme. Qu'ils ne tournent pas leurs yeux vers l'I. C. réduite à une agence de Staline et qui a montré son incapacité en Allemagne. C'est vers nous, vers la 4^e Internationale, espoir de libération du prolétariat qu'ils marcheront.

La porte du nouveau parti révolutionnaire leur est ouverte.

Avant le prochain Congrès du S. R. I.

Voici ce que nous écrit un militant du S. R. I.

« Droit d'asile aux immigrés révolutionnaires et expulsion des gardes-blancs et aventuriers contre-révolutionnaires de droite et de gauche à la Miller ou à la TROTSKY. »

Ceci est suivi d'une attaque contre « Le fonds de secours aux réfugiés allemands des trotskystes qui se conduisent ainsi comme des scissionnistes et de véritables provocateurs. »

Après ça, nos braves bureaucrates osent prétendre que le S. R. I. est une organisation au-dessus des tendances politiques et ont le culot d'exiger des militants du rang, de développer le caractère sans parti du S. R. I. !

Pour le premier point, nous n'avons pas à discuter avec de tels gens, à savoir si Trotsky et ses partisans sont révolutionnaires ou non ; ce serait perdre son temps. Mais tout de même, constatons que les Citernes et Cie, obéissant d'ailleurs servilement aux ordres qu'ils ont reçus des Thorez et Cie (oh ! neutralité !) incapables qu'ils sont de régler les différents de tactique et de tendance par la discussion au sein du mouvement ouvrier, en appellent au pouvoir bourgeois pour les débarrasser d'un adversaire de tendance un peu gênant et sévère sur leur politique d'usure et de découpage dans les rangs prolétariens.

Telle est leur conception du droit d'asile ! Trotsky, disent-ils, reçoit l'hospitalité d'une nation impérialiste. Que la France de la démocratie bourgeoise, en mal de conflit et de rivalité avec des pays à structure dictatorial, accorde ce droit, les révolutionnaires n'ont pas à le dédaigner, mais en user. Munzenberg n'en profite-t-il pas ? Et il n'est pas le seul chef stalinien qui se soit réfugié en France en 1933, mais aussi les autres !

Sur le deuxième point, est-ce que le S. R. I. secourt nos camarades ? Peut-être ceux de nos camarades allemands qu'il a fondu à la porte ? Rouffanges se rappelle sans doute le camarade allemand à qui il a pris ses papiers après l'avoir fouillé, et fait perquisitionner sa chambre ?

Nous comprenons facilement que l'opposition, en commun avec le S. A. P., secourut eux-mêmes leurs adhérents. Tout militant de bonne foi et de bon sens l'admettra facilement.

Ce n'est pas de leur faute si le S. R. I. est devenu une espèce de commission de solidarité du P. C. Voilà à quoi ceux qui feignent de s'indigner contre les « menées trotskystes », ont retréci le caractère et le rôle du Secours Rouge.

Les dirigeants staliniens du S. R. I. peuvent parler du front unique (qu'ils ne considèrent que comme une manœuvre) cela n'empêchera pas les éléments sains et non encore intoxiqués par leurs balivernes, à comprendre où peut conduire la déchéance.

On ne s'élève plus contre les expulsions, on les réclame ! C'est très bien ainsi.

A chacun son rôle.

Un militant du S. R. I.

DE GENÈVE A LA MANDCHOURIE

Le prolétariat devant les menaces de guerre

Partout l'excitation guerrière sous le masque du pacifisme ! La presse bourgeoise et socialiste souffle l'esprit cocardier. Dans la masse de la population, le torrent chauvin roule à nouveau ses eaux mortelles avec violence. Une fois de plus, il faut se dresser contre le courant, résister.

Le monde capitaliste est secoué d'affres qui déhalneront la guerre à nouveau. Depuis quatre ans, l'impérialisme mondial voit ses profits se tarir, diminuer. Malgré la féroce répression contre les masses travailleuses, malgré leur mise en esclavage dans des régions toujours plus vastes du globe, la machine capitaliste reste ébranlée. La soif ardente qu'ont les capitalistes de profit, de gains réalisés sur la monstrueuse exploitation de la sueur, du travail, et de la misère populaires, n'est pas apaisée.

Quatre ans de ruines accumulées ! Quatre ans pendant lesquels la production a reculé de près de moitié dans le monde entier, où le commerce s'est réduit de plus de la moitié, où cent millions de personnes chôment et ne mangent plus à leur faim tandis que des centaines de millions d'autres survivent à peine dans les conditions de misère tragique de l'Asie chinoise ou hindoue, de l'Amérique Latine, de l'Europe Centrale ! Quatre ans pendant lesquels les bourgeois assoiffés de l'impérialisme ont mis à la torture la population du globe pour essayer de retrouver une marge accrue de profit, seul moteur et seul but de leur système de production et d'échange ! Et maintenant que grâce à leur victoire

partielle et momentanée sur la classe ouvrière internationale, se font jour quelques symptômes d'une stabilisation économique, d'une possibilité de regain, c'est immédiatement la ruée frénétique, la concurrence acharnée, la lutte sans pitié, grâce à laquelle chacun des grands brigands de l'univers espère se tailler une meilleure part. Sur cette voie, la guerre est inévitable.

Voilà pourquoi les dangers d'un nouveau conflit mondial se sont extraordinairement rapprochés, et viennent maintenant à l'ordre du jour. Japon, Allemagne, Etats-Unis, débordent d'une volonté hautement exprimée d'imposer par le fer et le tonement exprimée de leurs appétits monstrueux. L'Angleterre, et la France ne sont pas en reste, fourbissant leurs armes, organisant en sourdine toute la vie de la nation pour une augmentation de sa capacité d'action militaire, de sa puissance de destruction sanglante.

La Conférence du Désarmement montre ce qu'elle est : un centre de marchandages et de chantage des puissances militaires. Elle est incapable d'aboutir : au contraire ses confrontations exaspèrent les blocs ennemis. L'Allemagne de Hitler la quitte avec éclat. Elle exige l'égalité de fait avec les autres impérialismes en matière d'armements. Les seigneurs de l'industrie d'armements viennent enfin leur permettre d'utiliser plus largement leur énorme capacité de production.

Hitler en profite pour mener une campagne dans les masses contre le traité de

Versailles, et pour faire « plébisciter » sous la terreur l'œuvre de son gouvernement.

Le Japon, déjà sorti de la Conférence du Désarmement et de la Société des Nations, continue ses opérations de brigandage en Chine. Par la terreur fasciste dans le pays, par l'action militaire à l'extérieur, il proclame sa volonté, après s'être saisi directement de la Mandchourie et du Jehol, de s'emparer de l'extrême-Orient soviétique, coupé par la prise de l'est chinois relations directes avec la Russie d'Europe.

Le Japon dans le Pacifique, l'Allemagne dans l'Europe, sont à l'avant-garde de l'action pour la guerre, de l'action pour étranger décisivement le régime prolétarien en U. R. S. S., pour y rassembler la puissance du capitalisme sans masque, à l'avant-garde des criminels qui déclencheront à nouveau l'incendie mondial. Mais ils ne sont pas les seuls.

Nous ne parlerons pas ici du rôle joué dans une pareille situation par les Etats-Unis : il est bien évident que c'est un rôle dominant. Mais nous jetterons un regard sur la position de l'impérialisme français.

La France ne « demande » rien, pour la bonne raison qu'elle s'est abondamment gavée après Versailles. Mais ce qu'elle a, elle veut le défendre avec bec et ongles. Elle aussi, prépare la guerre, et peut-être — cela n'est pas exclu — la guerre préventive. Dans la période actuelle, c'est aux « gauches », aux démocrates et aux socialistes, aux Paul-Boncour et aux Daladier, qu'est dévolu le rôle de mobiliser les esprits, de faire accepter par les masses populaires l'idée d'une nouvelle guerre, de brouiller les cartes, de mettre un masque hypocrite de pacifisme devant les menées de l'Etat-Major, de voiler « ce profond mystère qu'est la naissance de la guerre » comme le disait Lénine.

C'est entièrement sous le signe de la démocratie que se fait actuellement la propagande chauvine. Une fois de plus, la social-démocratie brandit le drapeau jaune du social-patriotisme, socialiste en paroles, patriote en fait.

Dans la bourgeoisie française, en particulier dans la grande industrie, se fait d'autre part pour un courant favorable aux négociations avec l'Allemagne. Et pour quoi ? Bien entendu, les nationalistes soufflent actuellement sur le feu, juste de quoi activer la forge des aciers du Creusot. Mais la question est pour eux posée de la manière suivante : Nous n'éviterons pas le réarmement de l'Allemagne. Son potentiel de guerre est déjà considérable par lui-même : N'est-il pas plus profitable, dans ces conditions, d'orienter la puissance militaire reconstituée de l'Allemagne contre l'URSS, ainsi que l'expliquaient les thèses politiques de notre Conférence Nationale ? Il est certain que ce calcul est celui des couches décisives de l'industrie. Il n'est pas moins certain que cette tendance n'a pas encore triomphé, et qu'elle est tenue en échec, non seulement par la manœuvre des couches radicales qui prennent l'alliance avec l'URSS contre l'Allemagne, mais aussi par le grand commerce, etc., qui préfère les accords avec le pétrole et le blé russe qu'avec le charbon et les pommes de terre de Hitler.

Enfin, l'un des aspects qui ont vu naître le pacte franco-soviétique, est le champion de cette tendance, qui, à la longue a toutes les chances de triompher. Dans un livre écrit à la louange de Tardieu (*Les hommes malades de la Paix*) le journaliste réactionnaire Suarez écrit : « Il n'est pas, je pense, un Français réfléchi qui ne doute des intentions de l'Allemagne. L'important est de les devancer en négociant avec elle ». C'est à ces hommes-là que Hitler tendait la main dans son discours sur le retrait de la S. D. N., et que Goebbels s'adressait dans les conversations restées peu connues qu'il a eues à Genève avec Henry Bérenger, le président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

Ce simple coup d'œil permet d'apprécier quelle est la profondeur de l'erreur de la diplomatie soviétique, qui a engagé l'URSS dans les bras de la France capitaliste. Cette politique suppose le maintien au pouvoir des « gauches ». Elle oblige l'URSS à traîner à la queue des pseudo-démocrates de Genève, alors que l'Allemagne, avec laquelle elle faisait front naguère contre les bénéficiaires du traité de Ver-

sailles, s'en retire, jouant ainsi devant les masses populaires un rôle de semeur d'illusions pacifistes à l'abri desquelles la France développe le chauvinisme. De négociations en négociations, d'erreurs en erreurs, l'URSS se trouve placée devant les plus imminentes menaces, de la part du Japon, et de la part de l'Allemagne. Avant perdu l'appui d'une internationale révolutionnaire, elle découvre de plus en plus ses faiblesses. Tel est l'aboutissant de l'opportunisme stalinien au terme de dix années de zig-zags, d'erreurs, et de défaites cruelles, que ne peuvent ni compenser ni remplacer les succès de la construction économique à l'intérieur.

Devant ce branle-bas de combat de l'impérialisme mondial, il reste au prolétariat mondial une seule voie : *Abandonner les vaines tentatives de l'amsterdamisme, rompre avec les dernières sectes stalinien-nes qui ne représentent plus que la caricature du communisme, recréer la IV^e Internationale, l'Internationale Communiste qui devra mettre au premier plan de son programme : LA DEFENSE DE L'UNION SOVIETIQUE, la préparation doctrinale et technique de la lutte contre le militarisme, de LA LUTTE POUR LE RETOURNEMENT DE TOUTE GUERRE IMPERIALISTE EN UNE GUERRE DE CLASSE, UNE GUERRE CIVILE CONTRE LA BOURGEOISIE.*

Notre tâche est l'éducation du prolétariat dans l'esprit de Marx, de Lénine et de Liebknecht, et non dans celui de Barbusse et de Staline. Notre parti communiste non seulement dénoncera les méfaits du social-patriotisme de la 2^e Internationale, mettra à nu les agissements des social-chauvins, en ne négligeant aucune occasion de mettre au pied du mur ceux qui trompent la classe ouvrière en prétendant s'inspirer directement de ses intérêts, mais il expliquera aux travailleurs le sens réel des manigances impérialistes, démasquera les ambiguïtés du pacifisme stalinien, et rejettera les sophismes des Ferratis qui déclarent que l'URSS doit appuyer tout « petit pas » fait dans le sens du désarmement par les bandits casqués et armés jusqu'aux dents du militarisme français, alors qu'ils démocratisent la classe ouvrière en refusant la pratique du front unique d'organisation avec les social-démocrates qui feraient seule la preuve devant la masse que c'est le communisme qui défend l'avenir des masses prolétariennes, tandis que la social-démocratie n'est qu'un autre nom pour celui du social-chauvinisme qui mène inévitablement les ouvriers dans l'abîme de la misère et de la guerre.

Les mineurs belges lutteront pour de meilleurs salaires

Les dirigeants de la Centrale des mineurs de Belgique ont convoqué un congrès spécial pour prendre position vis-à-vis de la menace de dénonciation de la convention. Après de courts débats, le congrès à l'unanimité s'est prononcé « pour le maintien de la convention et pour la stabilisation des salaires ».

C'est sur cette formule que les mineurs centraux étaient appelés à se prononcer par référendum pour la grève.

Si vraiment nous avions la conviction que les patrons charbonniers ont la ferme intention de diminuer les salaires, nous aurions dû : l'organisation du référendum de grève est une bonne mesure préparatoire à la lutte unie des mineurs pour la défense de leurs salaires.

Mais sur quoi les mineurs étaient-ils appelés à se prononcer ? Sur deux choses adroitement présentées mais qui se détruisent.

En effet on leur demandait de se prononcer en votant pour le maintien de la convention et pour la stabilisation des salaires.

Qu'est-ce que la stabilisation des salaires et à qui profite-t-elle dans une période où les prix des charbons augmentent et le coût de la vie augmente ? Aux patrons puisque conventionnellement les salaires doivent augmenter.

Par conséquent, la formule de référendum de grève telle qu'elle était présentée aux mineurs, trompait ceux-ci.

Pour marquer leur volonté de lutter pour défendre leurs salaires, les mineurs étaient obligés de voter qu'ils sont pour le maintien de la convention et pour la stabilisation de leurs salaires de famine.

En réalité, les chefs de la Centrale ont joué le jeu des patrons, qui utilisaient la menace de grève des mineurs pour obtenir du gouvernement les mesures protectionnistes dont ils empêcheraient tous les profits, puisqu'ils continueraient à payer des salaires de famine grâce à la stabilisation réclamée par les mineurs eux-mêmes, diront-ils.

Malgré notre faiblesse organisationnelle, nous entendons avec d'autres militants révolutionnaires et non avec des « hommes de bonne volonté et de bon caractère », tenir haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

Lettre au Comité d'Amnistie aux Indochinois

Chers camarades du Comité,

Le soutien du mouvement révolutionnaire colonial s'inscrit parmi les tâches les plus impérieuses de notre organisation. La tradition de l'internationalisme prolétarien exige notre participation à toute action de la classe ouvrière métropolitaine. La délégation ouvrière qui s'en ira bientôt en Indochine ou souffre et lutte tout un peuple de 20 millions d'ouvriers et de paysans, prendra pour nous une importance historique, à la condition qu'elle soit l'émancipation directe sinon de toute la classe ouvrière du monde de ses rochers les plus sanglants.

Nous pensons que le Comité d'Amnistie, de par son but et son action antérieure, a le devoir et le droit d'appuyer activement cette délégation.

Il s'agit donc de définir la position de notre Comité dans cette action de solidarité :

1. **LE BUT.** — Il doit être de renforcer l'union de lutte entre les travailleurs de la Métropole et de l'Indochine en vue de leur émancipation.

Il faudrait pouvoir agir sur la classe ouvrière et les classes sociales intermédiaires (paysannerie, petite bourgeoisie) des deux pays.

2. **L'ORGANISATION DE LA DELEGATION.**

— La délégation doit être l'expression la plus complète possible de toutes les tendances de la classe ouvrière. Malheureusement, l'étroitesse de la campagne menée par le S.R.A., par la C.G.T.U. et les vagues promesses de la C.G.T. à son dernier congrès nous font redouter un échec éventuel.

Etant donné l'incompatibilité et l'organisation indépendante des tendances ouvrières, notre Comité doit proposer aux différentes organisations suivantes : le Parti stalinien, le Parti socialiste, la Ligue communiste, la C.G.T., la G.

G. T. U., Autonomes, Anarchistes, d'organiser un commun comité de grève. Il s'agit de mener une campagne préalable dans la classe ouvrière pour faire élire des délégués, pour recueillir des fonds nécessaires et surtout pour s'entendre sur un programme minimum d'action commune.

Toutes les organisations n'ont pas, certes, la même conception de l'action à mener par la délégation ouvrière. Elles pourraient toutefois se fixer des tâches minimum. Ces tâches doivent être doubles : 1° mener l'enquête sur la situation politique, économique, sociale de toutes les classes sociales en Indochine et en particulier du prolétariat et de la paysannerie.

2° Exprimer sous des formes appropriées et convenues la solidarité intégrale et agissante de la classe ouvrière de la métropole aux travailleurs de la colonie.

Chaque participant, évidemment, se donnera la tâche de mener à bien ces tâches minimums. L'action aux participants de prendre des initiatives nouvelles. Il est également permis à la délégation de modifier son programme minimum, selon les circonstances. La liberté de critique dans toute la durée de l'action est donc absolument indispensable.

3. **L'ENQUETE.** — L'enquête doit se porter sur les conditions de vie des ouvriers des divers pays de l'Union indochinoise. Il faut obtenir des informations précises sur le salaire nominal, réel, sur le nombre des heures de travail, les conditions de travail (accidents de travail, fouilles, brutalités des contremaîtres).

Enquêter sur les salaires, traitements, heures de travail des femmes et des jeunes ouvriers. Enquêter sur la baisse des salaires, sur la nourriture, sur les conditions de l'habitation, sur le travail forcé, sur le régime de la main-d'œuvre, la conscription, l'émigration forcée des ouvriers dans les îles du Pacifique.

Les efforts de l'enquête doivent se concentrer dans les principaux centres (Saigon, plantations de Cochinchine, à Dauteng (Michelin), à Loc-ninh, à Budop : mines du Tonkin (Hongay, Langson, Caobang) ; ports de Cholon, de Haiphong ; rizières de Camm, de Rach-gia, concanant les ouvriers agricoles ; fabrique des allumettes de Benhuy, de Vinh).

LES ÉLECTIONS DE LA SARRE

Un nouveau parti révolutionnaire s'est formé

Récemment encore les stalinistes ont lancé pour la Sarre le mot d'ordre incroyable : « Retour au Reich, à tout prix ! ». L'effet catastrophique que ce mot d'ordre eut sur la classe ouvrière, a forcé le P. C. de la Sarre à effectuer un tournant. A présent le nouveau mot d'ordre est : *Pour un Sarre rouge dans l'Allemagne soviétique rouge.*

Ce mot d'ordre révèle d'une manière effrayante l'incapacité des politiciens de la défaite permanente à appliquer les enseignements de Marx et de Lénine aux problèmes essentiels du mouvement ouvrier. En fin de compte ce mot d'ordre revient à vouloir convaincre les ouvriers de créer une « Sarre rouge » au moyen des élections. Le crime stalinien parlementaire prend ici des proportions gigantesques. A la question qui s'impose, que faut-il faire si en 1935 nous obtenons — comme c'est probable selon eux — une « Sarre rouge dans une Allemagne soviétique rouge » ? Les bureaucrates gardent naturellement le silence autant qu'ils peuvent. L'impuissance des stalinistes devient criminelle. Les ouvriers sarrois pourront se dire : si nous devons être livrés au troisième Empire à l'aide du Parti communiste, alors il est bien plus avantageux et bien moins dangereux pour nous, d'entrer des maintenant dans les sections d'assaut.

Voilà un côté de l'affaire, abordons l'autre. Le résultat de cette nouvelle confusion nationale semée par le P.C. dans la Sarre, est la formation d'un nouveau parti sarrois, le *Parti socialiste sarrois* (P.S.S.). Ce parti, fondé le 1^{er} mai 1933 se compose pour environ 70 % d'anciens membres du P.C. 20 % de social-démocrates et 10 % d'adhérents à différents camps. L'attitude nationale du P. C. a donc mené à la scission de la classe ouvrière de la Sarre. On peut évaluer l'envergure de ce crime, lorsqu'on se rappelle que le P.C. fut le parti le plus fort de la région sarroise. Aux dernières élections, il obtint 30.000 voix sur 240.000. (Le parti socialiste était considérablement plus faible).

Sans les fautes nouvelles commises dans la question sarroise l'existence de ce nouveau parti n'aurait jamais été possible. Ainsi par exemple les communistes du nouveau parti sont presque tous des stalinistes convaincus ; seulement pour la question de la Sarre, ils ne sont pas d'accord. Mais c'est justement là la question, qui ne se pose pas seulement dans la Sarre, mais aussi dans les autres sections de la 3^e Internationale. En Alsace-Lorraine, en Corée, en Amérique du sud aussi bien qu'en Afrique et en Chine, la politique d'un Parti international doit-elle être juste, lorsqu'elle mène partout des conflits avec ses membres

dans les questions nationales ? On remplace les analyses fondamentales de Lénine sur la question nationale par les platitudes de Staline et consorts. Rien d'étonnant si l'influence de l'I.C. diminue dans tous les pays.

Le parti socialiste sarrois n'a pas encore une grande importance politique, mais il sert de terrain de rassemblement à tous les éléments d'opposition surgissant dans les partis ouvriers. Mais il peut acquérir de l'importance et devenir un facteur important, s'il sait poursuivre dans toutes les questions une politique marxiste-révolutionnaire conséquente. C'est ainsi qu'il devrait tout d'abord se séparer de certains éléments obscurs et compromettants de même que des éléments opportunistes, dont l'existence au sein du parti ne garantit pas une politique utile à la classe ouvrière.

Le P.S.S. peut devenir le fondement d'un parti marxiste-révolutionnaire, s'il a dans toutes les questions intéressant la classe ouvrière un programme clair et précis. Il faut détruire radicalement les illusions petite-bourgeoises selon lesquelles les élections seules ont une importance décisive pour le sort de la classe laborieuse. Rappelons-nous le fameux mot d'ordre : « Votez pour Hindenburg pour battre Hitler », qui partait des mêmes prémisses fausses et qui a mené au fascisme. Non seulement le mot d'ordre de la « Sarre rouge » est faux, mais toute la politique de la 3^e Internationale dans tous les pays doit être mise en discussion. Le P.S.S. doit avoir le courage de soumettre à la critique toute la politique des dernières années, et il reconnaîtra que l'attitude du P.C. de la Sarre n'est que la conséquence de toutes les erreurs précédentes.

La question des élections ne doit pas faire oublier la lutte concrète des ouvriers. Pour la mener à bien, il faut réaliser des tâches d'organisation importantes, telle que par exemple la création de cadres révolutionnaires parmi les ouvriers les plus avancés, la formation de cellules antifascistes, de véritables groupes d'auto-défense contre la terreur brune ; il faut essayer par tous les moyens d'établir le front unique de lutte de tous les anti-fascistes. La lutte contre la baisse des salaires et le niveau de vie doit être menée énergiquement, en tant que partie essentielle de la lutte anti-fasciste. La tâche principale d'un nouveau parti c'est la lutte implacable pour la défense des intérêts de tous les ouvriers dans tous les domaines. Ce n'est que de cette manière qu'on ne sera pas à la remorque du mouvement petit-bourgeois anti-fasciste et qu'on forcera justement ces petits-bourgeois à suivre notre propre direction. L'histoire a montré qu'en fin de compte la petite-bourgeoisie suit la classe, capable de mener un combat avec succès.

Mais si on veut réaliser une telle politique, il faut étudier sérieusement les fautes du P.C. examiner la question d'une nouvelle Internationale et prendre position pour, ou contre elle. Une telle auto-critique véritable condamnera aussi bien la politique des stalinistes que celle des réformistes. Voilà les bases du *parti marxiste révolutionnaire* qui manque aujourd'hui non seulement aux ouvriers sarrois, mais aussi à ceux des autres pays.

Pour les élections elles-mêmes, il ne peut y avoir d'autre mot d'ordre que celui de l'auto-critique, c'est-à-dire le statu quo. Que les nationaux-socialistes et les nationaux-communistes fassent des cris sur la trahison et les gens vendus à l'impérialisme français, les intérêts des ouvriers n'ont rien à voir avec un impérialisme national. Ce qui décide ici ce sont les nécessités économiques et politiques. Le retour à l'Allemagne serait pour la Sarre, l'effondrement économique, le chômage grandement accru avec toutes ses conséquences effrayantes pour la classe ouvrière. Il ressort des statistiques des chemins de fer sarrois que par exemple en 1931, 4.700.000 tonnes de marchandises ont été expédiées en Alsace-Lorraine seulement ; c'est-à-dire que la France est l'acheteur principal de l'industrie sarroise. Cet acheteur serait éliminé par le retour de la Sarre à l'Allemagne. Les véritables seigneurs de l'Allemagne, ceux de la Ruhr, se hâteraient d'étouffer l'industrie de la Sarre par tous les moyens, celle-ci étant la Sarre par tous les moyens, celle-ci étant la Sarre par tous les moyens. Mais surtout il est inutile d'indiquer particulièrement pour quelles nécessités politiques le vote pour l'autonomie s'impose. Dans un pays où la classe ouvrière jouit de certaines libertés relatives et d'organisations légales, elle est à même de lutter tout autrement pour ses revendications qu'en Allemagne fasciste, où aujourd'hui déjà espère pouvoir voter et détruire les organisations des ouvriers sarrois.

La tâche des bolcheviks-léninistes consistera à convaincre les ouvriers de la Sarre en général, et surtout ceux de la nouvelle organisation de la nécessité d'une lutte justement menée contre le fascisme. Elle devra faire connaître aux ouvriers ses justes perspectives, sa politique conséquente. Une politique juste et énergique peut encore sauver les ouvriers que la défaite de deux grands partis a jeté dans la confusion et le désespoir. Mais avant tout il s'agit de

La Révolution Cubaine

Le programme stalinien et la question agraire

La meilleure condamnation de la perspective générale de « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans » est dans les mots d'ordre qui en découlent. Le mot d'ordre central du P.C. Cubain est la « Révolution agraire et anti-impérialiste ».

Pur cela seul qu'il ne fait aucun cas du prolétariat, ce mot d'ordre « révolutionnaire » est faux.

Le mot d'ordre de « Révolution anti-impérialiste » est une formulation du mot d'ordre de « libération nationale ». Dans l'article paru la semaine dernière dans *La Vérité*, il était dit « la question nationale prend une forme de lutte de classes ». En effet, presque toutes les banques, chemins de fer, compagnies, transports urbains, plantations, etc., appartiennent aux capitalistes américains. Trois banques principales contrôlent l'économie cubaine : la National City Bank, la Chase National Bank et la Banque Morgan. Aussi toute lutte ouvrière est une lutte contre l'impérialisme. Le moyen le plus sûr de se libérer de l'emprise impérialiste est donc dans la révolution prolétarienne.

Pour ce qui est de la « Révolution agraire », si à Cuba la question agraire se pose, c'est dans un sens tout à fait différent de celui dont elle se posait en Russie avant la Révolution, et dont elle se pose encore en Chine, dans les Balkans, etc.

Deux points sont à dégager. 1° Le mode de production à Cuba est des plus modernes, la culture y est faite d'une manière intensive et sur de larges espaces. En 1900 déjà, une seule plantation produisait 200.000 sacs de sucre. La concentration depuis n'a fait que s'accroître. La plantation Chacarra qui commençait en 1900 avec 60.000 acres en comptait en 1926, 250.000. L'usage de la machine a commencé dans les plantations dès 1820 avec l'introduction de la force à vapeur. L'utilisation du chemin de fer, et ensuite de l'électricité ont accentué ce processus.

Bref, on peut dire que l'exploitation agricole est faite à Cuba sur des bases industrielles et est à un degré de concentration le plus fort qui soit à ce jour.

2° Du point de vue de l'économie internationale, dans la voie de la division du travail international, Cuba est au tout premier rang. La production Cubaine de sucre entre pour une part énorme dans la production mondiale. La canne à sucre est presque l'unique ressource de l'île.

Après ce bref examen, la structure de la campagne Cubaine ressort nettement : quasi inexistante de la petite propriété. La concentration des terres aux mains du capital financier est telle (90 %) que le poids de la paysannerie dans la société Cubaine est infime. Inexistence complète de la tenure agraire (forme féodale du fief), nous de la question agraire dans les pays retardataires (car le paysan ne comprend pas et ne comprendra jamais pourquoi il paye un tribut sur une terre qui lui vient de ses parents). Donc, absence de cette mentalité paysanne dont les vœux s'arrêtent aux limites du champ.

Au contraire, existence d'un prolétariat agricole fortement concentré. On rapporte qu'une société sucrière pour prévenir un sabotage nourrit 7.000 chômeurs. Le nombre des travailleurs de la canne à sucre est estimé à 500.000. Il est bien évident que les travailleurs occupés dans ces conditions n'ont rien de commun avec les paysans Russes. Ils forment un véritable prolétariat. Un prolétariat même très concentré qui subit le régime du salariat et dont les intérêts élémentaires s'opposent directement à des trusts. Un fait significatif, alors que la paysannerie est des plus rétive à l'organisation, ce prolétariat agricole compte des milliers de syndiqués.

Dans la mesure où une révolution agraire doit résoudre les contradictions agraires de type féodal ou semi-féodal, on peut affirmer que dans cette mesure il ne peut y avoir et il n'y a pas de révolution agraire à Cuba. Or, les stalinistes Cubains veulent faire une révolution agraire, parmi leur mot d'ordre, la « en effet » « partage des terres ». C'est à perdre la raison, à qui attribuer ces terres ? Le prolétariat veut la collectivisation, la paysannerie est infime, alors ?

Nous croyons que la question agraire à Cuba trouvera sa solution dans la nationalisation des terres sous le contrôle ouvrier de la production.

Elio.

soutenir de toutes nos forces la lutte pour l'autonomie de la Sarre menée par les ouvriers. Car la position honteuse de la bureaucratie stalinienne risque encore de livrer ces ouvriers au sadisme fasciste. — J.

La délégation en Indochine doit-être l'émancipation du prolétariat de la métropole tout entier

Rappelons que l'idée d'une délégation ouvrière en Indochine pour soutenir le mouvement révolutionnaire indochinois a été lancée par notre organisation il y a trois ans. Elle est reprise par les stalinistes. Cela est bien. Cependant, la faiblesse et le manque de développement de la S. R. A. et la C. G. T. U. valent l'idée de son contenu. Tout invite à croire à un échec éventuel.

Si la politique de Léon Blum s'est démontrée en toutes circonstances comme une politique de collaboration avec l'impérialisme pour la spoliation des peuples coloniaux, la politique coloniale de Cachin et de Vaillant-Couturier n'est plus qu'une question de rites pour parer le pseudo internationalisme de l'appareil.

Il appartient aux révolutionnaires de demander, avec nous, à toutes les organisations ouvrières de réaliser par-dessus toute résistance

bureaucratique, un front unique d'action commune pour organiser en commun une véritable délégation ouvrière. Une délégation qui soit non pas l'émancipation de telle ou telle bureaucratie, mais de toutes les tendances de la classe ouvrière. Nous renouvelons notre appel et nos propositions concrètes au P.C., P.S., C.G.T., C.G.T.U., autonomes, anarchistes et autres groupements ouvriers. Nous publions ici notre lettre au Comité d'Amnistie, aux Indochinois. Nous demandons à l'Humanité et au Populaire de la publier.

Malgré notre faiblesse organisationnelle, nous entendons avec d'autres militants révolutionnaires et non avec des « hommes de bonne volonté et de bon caractère », tenir haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

2° La paysannerie forme 90 pour cent de la population. Son poids social est considérable. L'enquête doit en être sérieuse.

Sur les mélanges, les Tadien en Cochinchine du Tonkin : évaluation de leur parcelle de terre, conditions de travail, vestiges féodaux, corvées, gabelle, joug moyenageux.

Sur les mélanges, les Tadien en Cochinchine (provinces de l'ouest). Enquêter sur les conditions d'atterrissage, l'irrigation et le drainage (instruments modernes, nords), lutte contre les flux naturels : inondations, crues, incendies, sécheresses, impôts directs, gny thue than, impôts indirects.

3° La santé : sur la mortalité, assistance, nombre d'hôpitaux, avortements, tuberculose, lèpre, maladies contagieuses, salubrité. L'éducation publique : nombre d'écoles, de lycées, de collèges, université (Hanoi), effectifs des élèves des dernières années, proportion de fils d'ouvriers et de paysans.

4° L'éducation privée : nombre d'institutions en vigueur et en faillite, les frais d'études, hygiène.

Sur l'analphabétisme, éditions.

Sur la prostitution, le régime de l'alcool et de l'opium.

5° Enquêter sur les droits syndicaux, droit de presse, de réunion ; sur le pouvoir des mandarins, des gouverneurs, des résidents supérieurs, des Huyn, des Phus, des comités ; étudier le code de Gialong, le régime des lois exceptionnelles, de justice indigène.

Sur les cours martiales, cours criminelles, tribunaux spéciaux. Enquêter sur la procédure devant les tribunaux, sur le système de dénonciation, sur les arrestations préventives, sur les salaires de détention, sur le régime des bagnes (nourriture, santé, hygiène), sur les mouvements des dernières années et la répression.

6° Enquêter sur la vie politique ; mouvement réformiste, nationaliste, communiste, syndicaliste, etc.

4. **TENUE DE LA DELEGATION.** — La délégation, même à caractère pacifique aura, de par son caractère prolétarien, pas mal de difficultés à surmonter de la part du gouvernement (obstructions, provocations). Elle devrait cependant

les écarter pour chercher non seulement à se documenter fortement sur l'exploitation et l'oppression coloniales, mais aussi et surtout mener une agitation large pour faire prévaloir les revendications — sur place même — des ouvriers et des paysans indochinois et souder ainsi la lutte des travailleurs des deux pays.

Pour cela, et nous y insistons, vu les procédés d'intimidation que l'ennemi déploiera — elle doit être énergique sans craindre la répression.

A cet effet, collaborer au besoin avec les éléments qui constituent le mouvement progressiste en Indochine (qui possède une presse des maisons de réunion comme le *Zin Bao*, l'*Annam* nouveau pour tenir des meetings, les centres de réunion des centres industriels (Saigon, Benhuy, Hanoi, Namdinh, Haiphong), et dans les centres de traditions révolutionnaires : Cao Lanh, Chomol, Phum, Hocmon, Dau-nam : Vinh, Nghe an, Quan ngai ; pour le Tonkin : Yen bay, Camj).

Il faut savoir dans les procès politiques : exiger la connaissance des documents secrets des différentes cours criminelles et de « salut public » ; exiger le droit de visiter les prisons de Poulo Condore, de Saigon, de Hue.

Il faut également donner des interviews. Avant le retour, déposer les revendications ouvrières et paysannes au gouvernement et tenir un meeting central pour les faire aboutir et tout l'appui de solidarité des travailleurs français.

Au cours de l'enquête, il faut garder la liaison toujours étroite avec le prolétariat français, ce qui fait la force de la délégation.

Voilà, chers camarades, quelques premières propositions concrètes pour contribuer à la formation de la délégation ouvrière en Indochine. Pour notre part, nous sommes à la disposition du Comité. Pour nous, travaillant à remplacer sur la base du marxisme-léninisme, les deux Internationales banqueroutières, nous entendons nous efforcer à donner à cette délégation un sens de classe et d'en faire le symbole vivant de l'internationalisme prolétarien.

Recevez, chers camarades, nos meilleurs sentiments communistes.

La Ligue communiste internationaliste des Bolcheviks-léninistes (section française).

LA VÉRITÉ OUVRIÈRE

CHEZ LES FONCTIONNAIRES

Vers des luttes plus larges

Branle-bas de combat ! Daladier, représentant de gauche de la bourgeoisie, spéculant sur la mauvaise tactique de la C.G.T.U. et les complaisances qu'il escompte dans le camp C.G.T., va frapper lourdement ce que la bourgeoisie appelle sans vergogne une classe privilégiée : les fonctionnaires. Les redoutables de M. de Monzie faites au corps enseignant il y a quelques semaines, faisaient prévoir cette attaque brusquée du Gouvernement contre l'ensemble des fonctionnaires à la rentrée des Chambres.

A l'heure où paraissent ces lignes, nous serons fixés définitivement sur le plan de redressement du Gouvernement. Dans quelle mesure, fonctionnaires, anciens combattants, pensionnés, de guerre, retraités seront-ils frappés ? Au maximum, n'en doutons point. Reste à savoir si, prenant l'argent là où il n'est pas — comme toujours — M. Daladier trouvera, comme il le croit, la volaille prête à se laisser plumer encore une fois.

De toutes parts, le mécontentement perce. Dans quelle voie, sous quelle forme va-t-il éclater ? Si nous regardons vers les deux C.G.T., il faut craindre que chaque organisation syndicale, travaillant séparément, ne fasse le jeu des Daladier bénéficiant de cette division.

Il est clair que le moyen le plus sûr de mettre en échec le Gouvernement aurait été d'avoir en face de celui-ci une seule organisation syndicale. Mais devant cette situation de fait, il ne nous reste plus qu'un seul moyen : le front unique.

Tout le mouvement ouvrier va dépendre de cette lutte. Tout le Proletariat de ce pays va, en cas d'échec, en subir le contre-coup. C'est dire l'importance d'une telle bataille et tout le soin que nous devons y apporter. Devant le front de la bourgeoisie, un seul front prolétarien, une seule direction, c'est la condition du salut.

Que la C.G.T.U. délaisse, une fois pour toutes, son mot d'ordre de front unique à la base ; que hardiment elle propose un comité unique pour diriger cette lutte ; que les différents Cartels fusionnent, et la C.G.T. aura prouvé à la masse ouvrière que, pour elle, ce n'est pas une question de boutique, mais le souci des intérêts ouvriers. Cependant, il faut faire vite, et nous ne sentons pas cette volonté, chez les dirigeants réformistes ou unitaires, de se rapprocher dans cette voie. A nous d'imposer cette volonté qui partira d'en bas.

Les fonctionnaires ont prouvé qu'ils ne craignent point la lutte avec les Pouvoirs publics. Malgré les menaces gouvernementales, ils ont, l'année dernière, cessé le travail sur le tas. Cette année, ils peuvent faire mieux : la grève de vingt-quatre heures. C'est sur cette base, sur ce mot d'ordre, que nous devons nous orienter — et cela rapidement.

SUR L'UNITÉ SYNDICALE

Un résultat du Stalinisme

Des décisions du congrès de la C.G.T.U. sur la question de l'unité syndicale, chaque militant soucieux de les appliquer agira dans un sens différent suivant l'interprétation qu'il leur donnera. Mais quelle que soit cette interprétation, les unitaires seront forcément embarrassés. Dans un numéro du *Travailleur du Centre-Ouest*, un délégué au Congrès de la C.G.T.U., Breuille, des communistes de Limoges, s'adressant aux confédérés, écrit :

« Vous êtes plus forts que nous, syndicalement, mais la situation est et sera telle que l'ensemble des forces ouvrières ne sera pas de trop... » Il pose ainsi fort bien la nécessité du regroupement ouvrier. Mais comment croit-il pouvoir l'opérer ?

« Nous disons, écrit-il, il faut qu'un plus lot les travailleurs se réunissent en dehors de leurs organisations propres, afin de déterminer les meilleurs moyens qui leur permettront de vaincre ». Le camarade Breuille s'est-il demandé en écrivant ces lignes, pourquoi les ouvriers adhèrent à un syndicat unitaire parce qu'il estime que celui-ci est un des meilleurs moyens de vaincre : les travailleurs qui sont membres de syndicats confédérés ont-ils donné leur adhésion à ceux-ci parce qu'ils estiment — à tort selon nous, mais pas selon leur jugement — que c'est un moyen de défense de leurs revendications. Le fait même qu'un ouvrier se syndique est un signe du développement de sa conscience de classe : c'est un premier pas qui doit faciliter la tâche des communistes qui veulent l'amener à la pleine compréhension de ses intérêts de classe. Or, au lieu d'aller de l'avant, le camarade Breuille propose de retourner en arrière : les ouvriers doivent se réunir en dehors de leurs organisations propres. Comment peut-on après cela appeler les travailleurs à s'organiser ?

Le coupable véritable, ce n'est pas le camarade Breuille. Le vrai coupable, c'est la direction staliniste et ses enseignements faux. Pour faire triompher sa politique dans les organisations, elle a besoin d'éliminer toute vie propre, le contrôle de la classe ouvrière. Elle est amenée à prôner l'organisation qui applaudit dans un meeting et retourne chez lui au militant qui critique dans son organisation. Et toute sa politique a pour but d'amoindrir les organisations véritables aux dépens de formations accidentelles. C'est ce qui se trouve exprimé dans l'article du camarade Breuille.

LA PAGE SYNDICALE

Nous apprenons chaque jour qu'il s'est passé ceci dans tel syndicat, que telle assemblée a groupé tant de camarades, ou discuté de telle ou telle question etc. Mais c'est le plus souvent avec un retard trop grand que nous en sommes informés, les camarades attribuent en outre leur négligence au peu d'intérêt présumé de leurs informations. C'est une erreur qu'ils commettent ; il n'y a pas d'information sans intérêt. La page syndicale de la *Verité* est ouverte à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à quelque syndicat qu'ils appartiennent.

Ecrivez-nous, envoyez-nous votre presse syndicale. Aidez la *Verité* à pénétrer auprès des travailleurs syndiqués !

La direction confédérale organise la scission dans la C. G. T. U.

Dans l'Humanité du 13 octobre, la première page comporte un article de fraction, soi-disant pour l'unité syndicale, cependant qu'en se page, la direction de la C.G.T.U. montre sans trop d'équivoque comment elle est au fond contre l'unité syndicale et comment elle se prépare même à chasser de ses rangs ceux qui ne pensent pas comme elle. « L'unité syndicale, nous ne pouvons pas la faire », écrit la direction, membre de la direction confédérale qui, au même moment, a décidé de démolir le syndicat unitaire de bateliers, dirigé par Blankart.

On se souvient des incidents qui se produisent dans la C.G.T.U. à propos du conflit des bateliers. Dans la *Verité* furent signalées l'absence de coordination du mouvement et les tentatives des leaders confédéraux d'écarter Blankart de la direction de la grève et du syndicat. On sait qu'un cours d'une réunion de grévistes — et non de syndiqués — le délégué de la C.G.T.U. proposa des noms pour le secrétariat du syndicat à la place d'un camarade qui n'était nullement démissionnaire. Nous ne voulons pas chasser le fond de la question, ce qui concerne la grève ; une critique honnête s'imposait pour tirer les enseignements en vue de conflits futurs.

Mais les dirigeants confédéraux n'avaient et n'ont qu'un souci : se débarrasser des opposants, fussent-ils même, comme c'est le cas de Blankart, très souvent conciliateurs. Il faut tout accepter sans broncher, sinon partir. C'est l'unité des fractions et des C.G.T.

La tentative de faire chasser Blankart par son syndicat s'étant avérée impossible, la direction de la C.G.T.U. s'est vue contrainte de manoeuvrer pour aboutir à ses fins. Comme par hasard, il s'est trouvé des bateliers qui, ignorant le syndicat de la Batellerie se sont adressés à Blankart et à la C.G.T.U. pour les organiser. Et devant ces demandes, la direction confédérale, feignant d'oublier le syndicat existant, propose la création d'un autre syndicat de la Batellerie. Bien entendu, pour faire passer l'histoire, on ne veut en créer un autre que sur un territoire différent, etc. Et bien entendu, on oublie également dans cette circonstance la fédération intéressée qui est celle des Ports et Docks.

La direction confédérale ne peut même pas cacher ses intentions véritables. Elle écrit : « Ces propositions qui sont celles des bateliers eux-mêmes, ne sont pas une concurrence faite aux autres syndicats unitaires de bateliers, elles sont la preuve du souci légitime que vous avez les uns et les autres d'avoir un syndicat capable de remplir ses tâches, de vous défendre réellement et d'organiser l'ensemble de la corporation batelière ». Tout est avoué dans ces quelques lignes. On ne prétend pas concurrencer l'autre syndicat unitaire de bateliers, qui existe, mais on veut en créer un autre qui sache organiser l'ensemble de la corporation. Ce sera-t-il donc à faire à celui qui existe ? S'il était vraiment incapable de remplir ses tâches, d'organiser les bateliers, personne ne pourrait trouver à redire si la direction confédérale envisageait de créer un syndicat vivant, actif, combatif. Mais cette même direction confédérale ne peut rien reprocher au syndicat de la Batellerie, sauf la position de Blankart.

Elle lui en veut d'autant plus qu'à l'heure actuelle, dans la Fédération des Ports et Docks, Blankart occupe en fait une place d'arbitre entre la fraction stalinienne et la tendance Engler. Et le plan probable de la fraction stalinienne, c'est de viser d'abord le Syndicat de la Batellerie, pour atteindre ensuite la Fédération des Ports et Docks.

La direction de la C.G.T.U., dans l'organisation qu'elle a à défendre et à développer, commence à aider la création d'un syndicat concurrent à un syndicat unitaire. Puis des conflits se produiront entre les deux syndicats, conflits qui doivent entraîner presque automatiquement la rupture. C'est le procédé classique des scissions syndicales : on n'exclut pas, mais on met les gens dans des situations intolérables, ils ont des conflits perpétuels sur tous les points avec tous les rouages de l'organisation, on ne leur permet plus de fonctionner, en fait ils sont placés hors de l'organisation, mais c'est eux qui doivent prendre l'initiative formelle de partir s'ils ne veulent pas être complètement désorganisés.

La direction confédérale n'avait pas caché ses intentions lors du congrès de Huyghens : pas de tolérance à l'égard des minorités. Et moins de quinze jours après, elle se met au travail pour la scission.

Que vont faire les minorités existantes ? Vont-elles se laisser chasser l'une après l'autre ? Ou bien vont-elles essayer de susciter une résistance énergique dans la C.G.T.U. Nombreux sont encore dans la C.G.T.U. les partisans sincères de l'unité syndicale, qui peuvent comprendre que l'on ne veut pas de celle-ci quand on se montre anti-unitaire dans la C.G.T.U. Mais pour susciter un mouvement de leur part, pour développer un courant qui saute résister aux manœuvres stalinistes, il faut concentrer l'action non sur des formules équivoques et fausses, mais sur des mots d'ordre clairs, précis, ne souffrant aucune équivoque.

Pas de scission dans la C.G.T.U. Pour l'unité syndicale par le congrès de fusion !

Dans notre dernière réunion, beaucoup de choses furent dites, mais rien de particulier sur le mouvement des chômeurs.

L'adjoint au Maire fit son discours passe-partout augmenté de ses intentions attendantes pour défendre la position de la municipalité sur la question du chômage. Pour la première fois, il fit tinter à nos oreilles, que les perspectives de l'I. C. étaient justes ; que le Parti n'avait cessé d'abriter les travailleurs depuis des années. Nous ajoutons que seul, il était prophète pour appeler à une grève générale des ouvriers travaillant pour défendre les revendications des chômeurs, alors que ces derniers n'existaient pas encore, ou tout au moins le chômage était à l'état embryonnaire ; que jamais une municipalité communiste n'aurait radié des chômeurs ; plutôt la faillite, mais nous soutiendrions les chômeurs jusqu'au bout (voir l'Humanité du 13 octobre).

On est loin des jours où on était heureux de pouvoir annoncer dix chômeurs de plus pour pouvoir justifier la politique des millions, des inscriptions sans enquête, des discours enflammés.

Camarades qui avez suivi le mouvement depuis des années, et y a-t-il quelque chose de changé ? Non, c'est-à-dire pas. Le discours de Le Bigot est une garantie, une capitulation devant les pouvoirs publics.

On la ligne d'acier était juste, on celle d'aujourd'hui est faussée.

On entendit ensuite, un camarade jeune, un camarade du S.R.I., puis enfin un camarade parti du mouvement chômeurs.

En quelques minutes, elle retraça les grandes lignes de la Conférence Nationale des chômeurs et des marches de la faim, rien sur la soupe, qui vient d'être supprimée à Paul Brousse et à l'Asile. Nous savons ce qu'on nous objectera : « vous n'avez qu'à poser la question ». C'était notre intention, mais on leva la séance, sans avoir fait appel à la discussion, comme on le fait ordinairement. Aussi par la voie de notre journal, nous proposons : qu'une délégation soit nommée pour aller trouver les directions. Cette délégation devra faire un compte rendu dans un bref délai à une réunion, convoquée dans cette intention, qui, décidera de l'avenir, suivant les réponses. Ainsi nous aurons les chômeurs derrière nous, pour défendre leurs avantages acquis. Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est un don. Pour nous, cela est dû, que nous devons savoir faire respecter si nous sortons de notre léthargie.

En nous occupant des revendications directes des chômeurs, nous pourrions faire vivre les comités et solutionner les autres problèmes qui sont en général inséparables.

Nous aiderons aussi de toutes nos forces à faire la soudure des ouvriers occupés et chômeurs français et étrangers.

La fraction des chômeurs de Villejuif.

OUVRAGES DE L. TROTSKY

Cours Nouveau (1923) Fr. 3 50
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? (1925) 3 50
Les Problèmes de la Révolution Allemande (1931) 4 50
Le Manifeste (1932) épuisé
La Seule Voie (1932) 2 »
Entretien avec un ouvrier social-démocrate (1933) épuisé
Signal d'Alarme (la Situation en U.R.S.S.) 0 25
L'Economie Soviétique en danger 2 »
Les Problèmes de la Guerre Civile (1924) 1 50
La Révolution Défigurée 15 »
La Révolution Permanente 30 »
Histoire de la Révolution Russe (Tome I) 15 »
Ma Vie (3 vol.) 30 »
CH. RAKOVSKY, Problèmes de l'Economie de l'U.R.S.S. 2 »
La Lutte de Classes. Année 1930 30 »
La Lutte de Classes. Année 1931 20 »
La Lutte de Classes. Année 1932 20 »
La quatrième internationale et l'U.R.S.S. 1 »

Adressez les commandes à la *Verité*, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10^e).

Compte chèque-poste : Naville 1333-80, Paris.

Compte chèque postal : Paris 1748-92.

P. N.

Sur la résolution des minorités

Nous avons publié dans notre précédent numéro la résolution signée par le camarade Serrail, de la Fédération de l'Enseignement, au nom de la Fédération et de militants minoritaires de diverses Fédérations ou Syndicats : P.T.T., Livre, Spectacle, Bâtiment, Cheminots, Ports et Docks. Cette résolution mérite bien des commentaires. Nous ne nous bornerons aujourd'hui qu'à quelques remarques qui nous paraissent les plus essentielles, ne pouvant pas dans le cadre de cet article, aborder tous les problèmes posés par cette déclaration.

1^{re}) Avec qui la majorité fédérale de l'Enseignement — car c'est elle qui constitue le pivot de ces minorités — avec qui a-t-elle signé ce document ? Avec quels militants s'est-elle associée ? Livre, Charbil, Ports et Docks, Engler, c'est-à-dire des militants syndicalistes révolutionnaires. Mais qui sont les autres ? Vraisemblablement les restes de la défunte opposition unitaire ; entre autres, pour les P.T.T., Taillard, le poulain du pupiste Garchery.

Il peut fort bien arriver dans un syndicat, pour certaines questions très précises (contre des exclusions pour délits de tendance ou bien sur une question de taux de cotisation, pour prendre deux exemples extrêmes, mais ne souffrant aucune équivoque), des syndicats de courants politiques aux antipodes puissent se retrouver ensemble. Mais on ne peut que très difficilement concevoir pareille chose sur les questions les plus essentielles de l'orientation syndicale. Ces oscillations incessantes de la direction fédérale de l'Enseignement (au C.C.N. un an auparavant, avec les stalinistes, tantôt bloquant avec les syndicalistes et les pupistes, tantôt sympathisant à nous) traduisent la tendance à l'équilibre entre les tendances divergentes qui constituent sa majorité. Mais ce jeu ne peut s'éterniser.

La majorité fédérale commence déjà à s'effriter (tendance Rolin) ; demain la direction stalinienne de la C.G.T.U. ne manquera pas de la mettre devant des difficultés plus grandes que celles qu'elle a déjà connues. Les dirigeants de l'Enseignement pensent-ils pouvoir continuer à faire une part à chacun dans leur majorité ? Pour résister à la désagrégation, il leur faudra des positions claires et sortir de leur équilibre.

2^{de}) Quand la direction fédérale de l'Enseignement a-t-elle pris l'initiative de rassembler des camarades de diverses fédérations pour lutter contre la fraction stalinienne ? Au moment et après le congrès de la C.G.T.U., c'est-à-dire après la bataille. Les deux mois qui s'écoulèrent entre Reims — où la majorité fédérale avait sérieusement mouché la direction stalinienne — et Huyghens furent complètement perdus. Les résolutions, les discours ne furent pas diffusés. L'Ecole Emancipée ne paraissait pas, cela complétait le silence quasi complet de la Vie Ouvrière. Au Congrès même, il n'y avait plus grand chose à faire pour le secouer et il ne pouvait alors rester à envisager que l'action future. Mais avant de passer à cette question, examinons le contenu de la résolution.

3^{de}) Au sujet de l'unité syndicale, la résolution se prononce en sa faveur au moyen du congrès de fusion. En outre, la résolution préconise la réalisation de l'unité syndicale sur la base de la lutte de classes.

Ce n'est pas s'exprimer avec brutalité, mais c'est simplement agir en toute franchise, que dire que la majorité fédérale de l'Enseignement n'a pas depuis trois ans avancé d'un pas sur la question de l'unité syndicale et qu'elle se place en réalité sur une position anti-unitaire. La scission syndicale provient essentiellement de la nécessité pour la bourgeoisie d'avoir des syndicats où ses agents réformistes puissent agir en paix au service de ses intérêts capitalistes. Les révolutionnaires ont aujourd'hui absolument besoin de l'unité syndicale même devant se trouver momentanément en minorité dans des syndicats réformistes — pour mieux combattre la bourgeoisie et ses émissaires à la Jouhaux. Dans ces conditions, à quoi rien de revendiquer la « lutte de classes » pour base de réalisation de l'unité syndicale ? Dans le cas le moins mauvais, cela permettra aux ouvriers franchement réformistes d'y voir une manœuvre contre l'unité ; et dans le pire des cas, cela permettra à Jouhaux de l'accepter pour mieux tromper les travailleurs. La lutte de classes n'est pas une condition à la réalisation de l'unité syndicale, il faut arriver à la faire pratiquer par les syndicats unifiés.

La résolution des minorités, signalons-le à ce propos, énonce à juste titre les syndicats de secte ; mais elle reste dans le vague et il ne dit pas un mot contre la politique des « syndicats rouges » qui s'est montrée si néfaste en Allemagne.

4^{de}) La résolution se prononce « pour l'indépendance de syndicalisme (indépendance organisationnelle) ». Qu'est-ce que cela peut bien signifier ? D'abord le mot : syndicalisme signifie-t-il pour le camarade Serrail la même chose que pour Charbil ? Est-ce une doctrine ou bien n'est-ce qu'une expression défectueuse pour désigner le mouvement syndical, l'organisation syndicale ? Nous pensons que cette dernière interprétation est la seule bonne ; mais que signifie dans ce cas aussi « l'indépendance » même organisationnelle. Le syndicat est une organisation, le parti en est une autre ; chacune a son fonctionnement propre ; c'est en cela seulement qu'elles peuvent être considérées comme indépendantes l'une de l'autre.

La C. G. T. U. à l'heure actuelle souffre non pas de la perte de sa soi-disant indépendance, mais de sa bureaucratisation, tout comme la C. G. T. d'ailleurs.

Cette-ci a protégé très farouchement son « indépendance », il n'y a pas de parti politique qui la menace. Est-ce cette « indépendance » à laquelle nous proposons ? Nous ne voulons pas le croire de la part des camarades de l'Enseignement ; mais alors pourquoi ont-ils repris la formule qui n'a cessé de servir les adversaires du communisme ?

5^{de}) Une question se pose : à quoi vise cette résolution ? Que veulent faire les militants de l'Enseignement et ceux qui se sont associés à eux ? La résolution n'offre aucune clarté à ce sujet. Est-ce seulement une pieuse déclaration pour absoudre le passé ? Ou bien est-ce la base d'une action future ? Dans ce dernier cas, nous nous contenterons de conclure à la suite des remarques faites ci-dessus que nous voyons dans cette déclaration des imprécisions et des positions fausses qui ne permettront pas à une tendance ou à un bloc qui se constituerait éventuellement autour d'elle de se développer.

Et cependant les membres de la Fédération de l'Enseignement pourraient contribuer par beaucoup au développement d'un fort courant en faveur de l'unité syndicale. Mais il leur faudrait réviser leurs positions.

Le lock-out de Dunkerque

En même temps que le gouvernement se livre à une attaque contre les salaires des fonctionnaires, le patronat s'en prend aux salaires de ses ouvriers. L'offensive du capital est menée de tous côtés contre les masses laborieuses. Dans la région industrielle du Nord, après avoir frappé les mineurs et les travailleurs du textile, ce sont les dockers de Dunkerque que le capitalisme atteint dans leurs conditions de vie.

Lors de chacune des agressions patronales nous avons montré leur caractère méthodique, systématique, leur préparation minutieuse. Dunkerque n'échappe pas à la règle. Le patronat a provoqué le conflit, il a pris lui-même l'initiative de lock-out les ouvriers du port qui sont groupés dans un syndicat des plus forts, les plus combattifs parmi tous ceux de la corporation. Avec les dockers de Dunkerque, après eux, ce sont les dockers de tous les ports de France qui sont menacés dans leurs salaires. Le capitalisme escompte qu'après avoir brisé le centre de la résistance, il pourra se livrer à toutes les diminutions qu'il voudra. Son calcul n'a rien d'utopique, aussi est-il nécessaire de briser rapidement les prétentions patronales à Dunkerque.

Jusqu'à présent, les dockers lock-outés ont combattu vaillamment. Par meetings, démonstrations de rue, ils ont manifesté leur résistance et imposé aux municipalités le paiement de secours de chômage. C'est un point d'acquis. Le patronat après plus de huit jours de lock-out est obligé d'accepter des pourparlers. La solidarité ouvrière s'exerce. L'agression patronale peut être mise en échec ; elle doit l'être.

Mais pour aboutir à cela, il faut avoir une perspective, une stratégie de la lutte. Obtenir les secours de chômage, c'est insuffisant, c'est rester sur le plan du lock-out choisi par le patronat. Il faut élargir la bataille pour la porter sur un plan où le patronat sera obligé de capituler. Les patrons dunkerquois agissent en solidarité très étroite avec les patrons des autres ports ; c'est en accord avec eux qu'ils ont imposé le lock-out aux travailleurs.

Pour déjouer le plan patronal, il faut travailler à transformer le lock-out des dockers de Dunkerque en une grève générale des dockers, au moins pour un certain nombre de ports sur lesquels peuvent être déviés les chargements à destination de Dunkerque. C'est à quoi il faut aboutir rapidement pour ne pas permettre au patronat de spéculer sur les résultats possibles d'une prolongation du lock-out.

Pour transformer ce lock-out local en une grève atteignant toute la corporation et soutenue par une large campagne dans toute la classe ouvrière, on se heurte à l'obstacle terrible qu'est la division profonde du mouvement syndical en France. Dans ce cas, d'une part, division entre unitaires et confédérés ; et les dirigeants de la Fédération réformiste cherchent surtout à créer un syndicat confédéré à la faveur d'erreurs que pourraient commettre les unitaires, le syndicat de Dunkerque, sous l'influence de la majorité confédérale, ignore pratiquement la Fédération minoritaire des Ports et Docks qui semble lui rendre la pareille. Il y a donc ainsi une coupure entre le syndicat at-

taqué par le patronat et l'organisme qui pourrait le plus directement faire exécuter la solidarité des travailleurs de la corporation. Le lock-out de Dunkerque pose donc avec une acuité incontestable, avec une force considérable la nécessité de réaliser sans tarder l'unité syndicale pour pouvoir mieux mener la bataille contre le capitalisme.

En attendant, pour obvier à la scission, il faudrait que soit réalisé le front unique de toutes les organisations intéressées dans le conflit : entre fédérations pour étendre le conflit, entre confédérations pour susciter le soutien des combattants, par tous les travailleurs. C'est ce qui doit être exigé dans toute assemblée syndicale en posant en même temps la question de l'unité syndicale.

Le conflit des dockers de Dunkerque présente une grande importance à l'heure actuelle à un autre point de vue : celui de la lutte contre le terrorisme hitlérien. Pour arrêter le bras du bourreau, pour sauver Dimitroff et ses camarades, l'action ouvrière peut seule être efficace. La classe ouvrière doit être entraînée dans une action qui fasse reculer les assassins. Une action très réalisable, très puissante, c'est la grève de 24 heures, le boycott des transports allemands. Pendant 24 heures, pas un train, pas un bateau !

Dans cette action, les travailleurs des ports ont à occuper une place de premier plan. Le conflit actuel des dockers, l'agitation qu'il suscite parmi les travailleurs de ports et docks doivent être utilisés pour unir la lutte des travailleurs français pour leurs conditions de vie à la lutte contre le fascisme, à la lutte pour faire reculer le terrorisme hitlérien.

Depuis que sévit la crise, la classe ouvrière de France a été engagée dans d'importantes luttes. Textiles du Nord, mineurs du Nord, du Pas-de-Calais, métallurgistes de Citroën, Strasbourg, pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus importantes jusqu'à ce jour ; dans toutes ces batailles, malgré la volonté de lutte des travailleurs, ceux-ci réussissent à retenir momentanément l'offensive capitaliste, mais pas à l'arrêter ni à reprendre l'initiative du combat. Nous en avons donné chaque fois la raison, l'absence d'une direction juste. A Dunkerque on doit, pour triompher, savoir tirer l'enseignement des luttes passées.

RECTIFICATION D'UNE RECTIFICATION

Dans la rectification adressée à l'Ecole Emancipée, j'avais écrit : « Je ne sais pas à quoi attribuer la façon dont le compte rendu reproduit ma déclaration non équivoque » et non « ma déclaration équivoque », comme le correcteur négligent me l'a fait dire.

P. N.

Encore sur le Congrès de la C. G. T.

Toute la presse mentionne l'accueil à coups de sifflets, aux cris d'assassins fait à Besterio, lorsqu'il se présenta au congrès de la C. G. T.

Les minoritaires à la Chambelland semblaient être les auteurs de cette manifestation ; en tout cas, ils en tirèrent un bénéfice après d'un certain nombre de travailleurs. Or, l'organe de la C. T. S. R., le *Combat syndicaliste*, signale que les minoritaires se sont tenus tranquilles lors de l'arrivée de Besterio alors qu'un certain nombre de syndicalistes espagnols se livrèrent à cette manifestation. On comprend ainsi beaucoup mieux les choses ; on ne pouvait s'expliquer comment ceux qui lutent si courtoisement contre Jouhaux pouvaient se livrer à de telles « incongruités » contre le Jouhaux espagnol. Maintenant nous possédons l'explication.

Pour le soutien des camarades en Allemagne

Nous rappelons à tous qu'un Comité de solidarité, composé de toutes les organisations révolutionnaires non-stalinienne collectant des fonds destinés au travail des organisations, et non au soutien matériel des émigrés. Les bolcheviks-léninistes participent à ce fond.

C'est pourquoi nous demandons à tous nos amis d'y verser leur obole. Il faut écrire à :

C. Delsol, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Compte chèque postal : Paris 1748-92.

POUR UNE NOUVELLE INTERNATIONALE-RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Vers une conférence internationale des jeunes

Depuis bien longtemps la Seconde Internationale a perdu le droit de montrer la voie à la jeunesse prolétarienne, et les jeunes ouvriers le lui ont fait bien voir en 1919-20. La catastrophe allemande a achevé l'I.C., en tant qu'arme de l'avant-garde révolutionnaire, et avec elle l'Internationale Communiste des Jeunes.

Devant la montée du fascisme, devant la guerre qui vient, les jeunes ouvriers se trouvent désarmés, sans organisations fortes, capables de mener au combat. La jeunesse est la situation la moins cohérente de l'armée prolétarienne, celui où l'ennemi s'introduit le plus facilement. Sous le poids du chômage, maintenus longtemps hors du procès de production, ou n'y étant jamais entrés, les jeunes deviennent une proie facile pour la démagogie fasciste. Les ouvriers, qui se sont rattachés à Hitler, sont, dans leur majorité écrasante, des jeunes.

Les organisations de jeunes actuelles, réformistes et centristes, avec leurs taras différentes, ne sont capables, en définitive, que de décevoir la jeunesse ouvrière, de lui faire perdre foi dans la Révolution et de la pousser dans les bras du fascisme.

La régénération du mouvement ouvrier international et la création de la nouvelle Internationale sont inconcevables sans le réveil, le rassemblement, l'union internationale et d'éducation révolutionnaire, — par la théorie et par l'action, — de la jeunesse prolétarienne. Pour les jeunes qui veulent lutter contre l'exploitation capitaliste, contre le militarisme et l'état bourgeois, qui, demain, dans la France « démocratique », aussi, auront à lutter contre le fascisme, une seule issue : création d'une nouvelle organisation de jeunes, sur les bases du marxisme révolutionnaire, sur les bases qui étaient celles de la jeunesse Communiste des premières années, création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Une initiative vient d'être prise dans ce sens. L'organisation de jeunes du Parti Socialiste Révolutionnaire hollandais (R.S.P.), parti qui a signé la Déclaration des Quatre, organise une Conférence internationale des organisations révolutionnaires socialistes et communistes de jeunes. Les camarades hollandais prévoient cette conférence pour les 9 et 10 décembre, à Amsterdam. Dans leur très grande majorité, les organisations invitées jusqu'à maintenant sont des groupements de jeunes, liés aux organisations, qui ont participé à la Conférence de Paris des 17 et 28 août dernier. La majorité écrasante de ces organisations de jeunes sont liés à des partis qui évoluent vers la gauche et, à

l'intérieur de ces partis, sont les éléments les plus prêts à se mettre sur une position révolutionnaire conséquente.

Le Secrétariat International des Bolcheviks-Léninistes s'est déjà prononcé pour la participation à la Conférence. Actuellement les sections de l'Opposition de gauche et les groupes de jeunes dans les divers pays se sont mis au travail pour préparer une participation sérieuse à la Conférence d'Amsterdam. Le point le plus important de l'ordre du jour est le suivant : « Principes et formes de la collaboration internationale des diverses organisations de jeunes ». Sur cette question les bolcheviks-léninistes élaboreront un projet de déclaration programmatique, qui devra dans son développement ultérieur devenir la charte de la nouvelle Internationale des jeunes.

L'Opposition de gauche se propose d'apporter une résolution particulière sur une question qui ne figure pas à l'ordre du jour de la conférence : « La jeunesse révolutionnaire et la théorie marxiste ». La tâche la plus importante au stade primitif actuel de régénération du mouvement international des jeunes sera de poser dans toute son acuité la question, que la Quatrième Internationale, si elle veut être à la hauteur des tâches de notre époque, elle doit être construite sur le fondement de granit de la théorie marxiste. C'est précisément à la jeunesse que doit être inculquée la compréhension de l'importance inestimable de la théorie marxiste, en tant qu'arme de la pratique révolutionnaire. A la sous-estimation de l'importance de la théorie, et encore plus au dédain pour la théorie dans les rangs de la jeunesse, il faut offrir une résistance amicale dans la forme, mais intransigeante dans le fond.

La question de la lutte contre le fascisme et contre la guerre prendra nécessairement une place importante dans les travaux de la Conférence. Ici, les jeunes bolcheviks-léninistes mettront en avant avec une précision particulière les principes léninistes de stratégie révolutionnaire en opposition avec l'esprit de capitulation réformiste, avec l'indécision centriste de tous genres et avec la « politique » de mascarade de Barbusse-Münzenberg, qui par leur mensonge et leur tromperie, par leurs effets extérieurs et par leur vide, sont particulièrement funestes pour le mouvement révolutionnaire de la jeunesse.

Les bolcheviks-léninistes déploieront à la Conférence d'Amsterdam le drapeau du marxisme révolutionnaire. Dans la mesure, où elle suivra la voie qu'il indique, la Conférence fera un grand pas en avant.

POUR SAUVER DIMITROV ET SES COACCUSÉS!

Un appel du Secrétariat International

La plus réactionnaire des comédies de justice de tous les temps tire à sa fin. Aucun doute sur la sentence. Les savantes prostituées de la justice allemande se vouent au diable pour trouver des preuves objectives. Acquitter Torgler signifie condamner les véritables incendiaires Hitler et Goering. Aucune illusion à-dessus, les prostituées en loge accompliront leur tâche. La légende mensongère de l'incendie communiste est devenue la base idéologique de l'instauration du régime de terreur fasciste. Les conclusions sont déjà préparées, les prémisses doivent s'y plier. Torgler, Dimitrov, Popov, Tanef doivent être condamnés pour l'incendie du Reichstag.

A Londres, un contre-tribunal de juristes internationaux notoire a dévoilé les véritables coupables sur la base de preuves concluantes. Un livre bruno a rassemblé tous les matériaux qui prouvent l'innocence de Torgler et la culpabilité de Goering.

Cependant cette mise au point de la vérité ne sert à rien, si elle ne pousse pas à des actes; seules des actions de masses puissantes et résolues peuvent aider à faire triompher la vérité. Au courant électrique par lequel la réaction américaine a exécuté Sacco et Vanzetti s'est allumée la protestation puissante du prolétariat international. Aujourd'hui Hitler règne dans l'Europe centrale avec les méthodes de tyrans ses luges prononcées et ses bourreaux calculent les sentences de terreur d'une après l'autre. Et cependant le prolétariat international se tait, il semble tombé en léthargie.

Des actes, des actes immédiats et effectifs sont cependant nécessaires, si l'on veut arrêter les agissements de rage folle des bandits de Hitler. Il faut que Torgler, Dimitrov, Popov, Tanef soient sauvés. Mais comment.

Dans tous les pays de démocratie bourgeoise et dans l'Union Soviétique, les ouvriers doivent faire des démonstrations de masses puissantes dans un front unique serré, assiéger les consulateurs et les ambassades allemands et réclamer la libération des accusés de Leipzig.

Mais la lutte doit prendre encore des formes plus hautes.

De divers côtés on a lancé le mot d'ordre de boycottage des produits allemands. Mais le ré-

sultat obtenu est jusqu'ici très minime. Si le boycottage se réduit à ceci que les prolétaires n'achètent plus de marchandises allemandes, le fascisme allemand ne peut en ressentir après tout, que des piqures d'épingle. Mais le mot d'ordre de boycottage lancé par la II^e Internationale et par l'Internationale syndicale d'Amsterdam ne va pas plus loin; elles sont, dans la question du boycottage aussi, préoccupées d'éviter tous conflits avec leur propre bourgeoisie. Cette sorte de boycottage ne sert que les agissements réactionnaires de l'Autorité des différents bourgeoisies européennes. La politique réactionnaire du « socialisme dans un seul pays » des staliniens contraint la III^e Internationale, devenue l'instrument de la diplomatie opportuniste, à propager des « pactes de non-agression économique » utopiques, au lieu de déclarer au fascisme une lutte résolue.

Il est absolument indispensable pour le soutien du prolétariat allemand, terriblement abattu, de réveiller la force de combat du prolétariat international. Les travailleurs du transport ont déjà montré comment la lutte doit être menée, lorsqu'ils refusèrent de décharger des bateaux allemands. Ces actions doivent être organisées par le front unique et amplifiées; les cheminots et travailleurs de la mer doivent s'y rallier. Afin de sauver les innocents du procès de Leipzig, le prolétariat international doit devenir l'accusateur du fascisme mille fois coupable!

La Ligue communiste internationale (Bolcheviks-Léninistes) propose à toutes les organisations ouvrières du monde, d'organiser le boycottage des marchandises allemandes, de dresser un programme d'action commune, de constituer des organisations de combat ouvrières.

Il n'y a pas de temps à perdre pour réveiller et dresser les travailleurs. Si les sentences de Leipzig tombent et amplifiées, les attendus, la protestation puissante du prolétariat international doit déferler. Travailleurs de tous les pays, contraignez vos organisations à prendre position : organisez avec nous la lutte contre le fascisme. Arrêtez le bras du bourreau! Montrez que l'Internationale communiste de l'action est toujours vivante! En ré-

Une lettre à la région du Nord et au Comité Central du S. R. I.

Les soussignés en remettant leurs démissions justifiées du S. R. I., tiennent à mettre au courant les militants responsables des méthodes bureaucratiques des dirigeants du S. R. I. de la région du Nord, méthodes qui ne peuvent avoir d'autres résultats que d'affaiblir encore plus notre organisation déjà faible et l'orienter vers un organisme de secte, en violant les directives mêmes du dernier congrès national du S. R. I., qui spécifiait que celui-ci devait devenir un organisme de masse en acceptant dans son sein tous les courants politiques.

C'est dans ce but que certains signataires de cette protestation s'étaient mis résolument à la tâche et voulaient vraiment appliquer les tâches du dernier congrès, mais malheureusement, ces derniers avaient oublié qu'ils étaient opposés de gauche et que de ce fait devant les lois staliniennes, il leur était impossible de pouvoir faire un travail pratique, parce que « contre révolutionnaires ». Malgré tout un grand travail fut accompli.

Cela ne fit pas l'affaire des dirigeants du Nord et bientôt des manœuvres honteuses se firent jour. Il fallait coter que cela finisse, car cela était un vrai scandale que des trotskystes fassent le travail des copains du P. C.

Notre camarade De Vreyer, dans une assemblée générale du S. R. I. de Lille, déposa une résolution en faveur des militants opposés de l'Indochine et notamment pour Chen-Dou-Siou condamné à 13 ans de bagne, que le S. R. I. refuse systématiquement de défendre et pour cause.

Ce fut le signal de manœuvres abjectes indignes de militants qui s'intitulent marxistes. L'on commença dans l'ombre pour évincer nos camarades de tout travail. L'on refusa de transmettre l'adresse de notre camarade De Vreyer au Comité central pour l'envoi du matériel de la semaine anticommuniste. Bien plus dans une réunion publique du S. R. I. de Moulins-Lille, dont notre camarade était secrétaire, celui-ci fut évincé de la présidence de cette réunion par les camarades du P. C. avec la complicité du camarade De Bieker de la région du Nord.

En plus 2 de nos camarades signataires qui n'ont aucune appartenance avec l'opposition se firent traiter d'une façon honteuse, le camarade Guenne fut traité de mouchard par De Bieker pour avoir so-disant renseigné De Vreyer sur la tenue d'une réunion du B. R. Cela est indigne d'un militant responsable. Le camarade Lecroq qui s'était solidarisé avec la résolution fut traité d'une façon ignoble par des camarades que nous excusons car ils ne sont pas eux, les responsables. Ils sont ignorants des manœuvres que l'on fait dans les organisations contre des adversaires de tendances, Salauds, mouchards, vendus à Trotsky, tels furent les qualificatifs que l'on adressa à ce camarade.

Camarades. — Nous tenons en même temps à protester énergiquement contre la partialité des dirigeants du S. R. I. à Paris où l'on chasse les militants opposés allemands qui viennent pour être secourus et qu'on les qualifie de touristes. Nous nous élevons contre les brutalités qui s'exercent sur beaucoup d'entre eux, et nous sommes obligés d'enregistrer l'aveu de De Bieker qui assura que le S. R. I. avait raison de frapper les trotskistes allemands.

Pour toutes ces raisons et devant l'impossibilité de travailler en commun accord avec les camarades responsables, membres du P. C. qui par leur sectarisme veulent que le S. R. I. soit l'appanage du P. C. en maintenant celui-ci dans une organisation de secte, nous donnons notre démission du S. R. I. et nous nous efforçons de secourir nos camarades par nos propres moyens, eux qui gémissent dans les prisons impérialistes dont les dirigeants se font inconsciemment ou non les complices.

Nous dénonçons avec force cette politique absurde nous jetons le cri d'alarme à tous les ouvriers révolutionnaires pour se dresser avec nous contre la bureaucratie qui règne et porte un mal immense au mouvement révolutionnaire. Que les camarades de la base réagissent à temps, la situation est grave.

De Vreyer Eugène, ex-secrétaire du S. R. I. de Moulins, Lille; Lecroq Charles, ex-secrétaire adjoint du Vieux-Lille; Guenne Robert, ex-responsable du Comité Local de Lille, membre de la Section Saint-Sauveur depuis 1929; A. Emilien, ex-membre du Comité de Moulins-Lille; Camille Marcel, du bureau S. R. I. de Saint-Sauveur; Vanderloo, de la Section du S.R.I. de Moulins-Lille.

ponse au jugement de honte de Leipzig, aucun produit allemand ne doit être commandé, aucune matière première allemande ne doit être travaillée. Toutes les villes du monde doivent se dresser contre le fascisme sous le signe de puissantes démonstrations de masses. Lutte pour la libération de Torgler, de Dimitrov, de Popov, de Tanef, pour la libération des dizaines de milliers de travailleurs emprisonnés, exigez la suppression des barbares camps de concentration.

Lettre de Shanghai

Les bourreaux du Kuo-Min-Tang

Au sujet de la capitulation de Huang P' que les Staliniens de New-York considèrent comme une calomnie répandue par l'opposition, je suis en mesure de vous donner une information directe fournie par Mme Sun Yat Sen. Celle-ci, outre ses attaches avec la Ligue anti-impérialiste et le Comité de lutte contre la guerre de Paris, est une protagoniste sincère de la cause ouvrière. Elle a joué en Chine un rôle important dans une organisation confuse d'intellectuels libéraux connue sous le nom de Ligue Chinoise des droits du citoyen, qui fit de l'agitation pour obtenir un meilleur traitement des prisonniers du Kuomintang.

En fait, cette organisation est maintenant morte : elle s'intéressa à trop de questions impliquant des conclusions de classe dont elle était incapable de se servir, étant donnée sa composition sociale. Après que, récemment, son secrétaire eût été assassiné par les Chemises bleues fascistes de Chang Kai Check, la plupart de ses membres les plus éminents jugèrent salutaire de devenir plus « respectables » qu'ils ne l'avaient été.

Pour en revenir à notre histoire, Mme Sun eut l'occasion de visiter rapidement Nankin après l'arrestation de Huang Ping. A cette époque, le sort de celui-ci était encore inconnu. On savait seulement qu'il avait été torturé et qu'une dénonciation

avait paru sous son nom dans l'organe de Wan-Chin-Wei, la Tribune du peuple. Mme Sun résolut de savoir ce qu'était devenu Huang Ping. Vu sa personnalité, elle parvint à convaincre les autorités du Kuomintang de lui permettre d'inter-viewer Huang Ping, en le défilant de la montre et de prouver ainsi qu'il n'avait pas été assassiné comme le bruit en avait couru.

Huang Ping fut amené à l'Hôtel de Yang-Tsé, accompagné d'un gardien qui, naturellement, assista à l'entrevue. Selon les paroles mêmes de Mme Sun, Huang était devenu son propre squelette. Un corps ravagé et torturé se tenait mollement devant elle, des regards hébétés et sans vie partaient, de ce qui avait jadis été un être humain et ne l'était plus qu'à peine, maintenant.

Les questions de Mme Sun ne reçurent aucune réponse. Avail-il été torturé ? (La question semblait si superflue !) La tête baissée, Huang ne répondit pas, mais le gardien répondit négativement et avec empressement lorsque la question lui fut posée. « Vous n'avez pas été torturé M. Huang. L'avez-vous été ? » « Naturellement non », répondit-il à sa propre question.

Questionner était manifestement inutile, et la dernière question de Mme Sun à Huang Ping fut celle-ci : « Avez-vous écrit l'article du People's Tribune contenant votre dénonciation, ou l'avez-vous seulement signé ? » Huang baissa la tête et ne

répondit pas. Son géolier répondit : « Naturellement, M. Huang l'a écrit, n'est-ce pas, M. Huang ? »

Ce fut tout. Huang ne répudia pas l'article, alors que la possibilité de le faire lui avait été donnée. Tout ce qu'on peut faire subir à un homme sans lui arracher la vie, il l'a évidemment subi. Au bord de la tombe, il refusa la possibilité de se justifier devant ses camarades.

Le bruit a couru que ses géoliers l'avaient mis à mort depuis, le trouvant une charge inutile, mais il est impossible d'en obtenir confirmation. Depuis son arrestation, Mme Sun fut la seule personne s'intéressant à son sort qui réussit à le voir, et elle semble convaincue que la dénonciation attribuée à Huang Ping, par le Kuomintang lui fut arrachée dans l'angoisse des tortures physiques : quand son corps ravagé ne pouvait en endurer plus.

LES CHEMISES BLEUES EN CHINE DU NORD

Les chemises bleues de Chang-Kai Check, dont l'activité sur une grande échelle, commença à Shanghai, et qui réussirent à arrêter beaucoup de communistes ou de gens « suspects de communisme », ont maintenant envahi la Chine du Nord. Nombre de communistes ont été arrêtés à Peking (placé sous le contrôle virtuel des Japonais) durant les deux derniers mois. Comme nous l'avons appris, on offre la liberté à chaque communiste arrêté, à condition qu'il renonce à ses principes et signe, à cet effet, une déclaration.

On emploie naturellement la torture pour « convaincre » les prisonniers de faire

LES REVUES

"MASSES"

Parmi les jeunes revues de culture révolutionnaire aucune ne mérite plus d'attention de la part de nos camarades que *MASSES* dont le premier numéro date de janvier 1933 seulement. On peut dire que depuis cette date elle a fait du chemin, et nous ne doutons pas qu'elle en fera encore. D'après son fondateur c'est essentiellement une revue de culture révolutionnaire. Elle reflète les discussions et opinions de jeunes camarades, intellectuels pour la plupart, groupés en diverses sections de travail (histoire, sociologie, architecture, etc...). De là une grande richesse de son contenu, mais aussi un certain eclectisme qui va quelquefois par un mauvais souci d'impartialité jusqu'à la confusion. Cela résulte du fait qu'on y trouve toute la gamme des opinions révolutionnaires sur le mouvement ouvrier d'aujourd'hui.

Les staliniens ont évidemment essayé de mettre la main sur cette revue qui n'était pas dans leur ligne. Un courageux appel de J. Lefevre en faveur de Victor Serge leur a montré qu'ils n'avaient rien à y faire, et ils ont abandonné sans lutte le comité de rédaction où ils avaient réussi à avoir une certaine influence. Il est heureux pour nos camarades que leur revue soit plus allée rejoindre dans la faillite aussi bien idéologique que financière, les autres publications staliniennes. Depuis cette « scission » comme dit l'*Humanité*, *MASSES* semble s'orienter vers les idées communistes que nous défendons, bien que d'une façon timorée et hésitante. Intéressant de dire que nos camarades de *MASSES* trouveront auprès de nous l'aide nécessaire pour leur faciliter le passage sur les positions que nous défendons : celles de Marx et de Lénine.

A signaler dans les derniers numéros (6 et 8) un reportage vivant et documenté de Rustico sur les événements d'Allemagne qui ne fait que confirmer ce que nous avons dit ici-même sur la trahison attendue de la social-démocratie et la faillite frauduleuse de l'I. C. Citons parmi les meilleurs passages de ce reportage la relation de la manifestation nazie de la Bulow-Platz, l'affolement du P. C. A. qui conscient de sa faiblesse multiplie à cette occasion les démarches au Ministère de l'Intérieur, les communications très importantes à la presse allemande et étrangère et la trahison conséquente du P. S. A. qui invite ses adhérents à ne pas se rendre devant la maison Karl Liebknecht.

A ce moment l'affolement est si grand dans le P.C.A. qu'il va jusqu'à se livrer à une tentative de débauchage de... la police : argument de la Rote Fahne : Pour satisfaire le désir provocateur des nazis, le gouvernement va soumettre les agents de police à une corvée supplémentaire et exposer leur vie. Quelle sollicitude ! Puis la horde brune qui passe, pas très fière, mais qui passe quand même : « Les flics accourent, coups de matraque. Des fenêtres tombent des huées sur les agents. Les carabines braquées sur les maisons, ceux-ci ordonnent : « Fermez les fenêtres ! Fermez les fenêtres ! ». Combien étions-nous sur le vaste périmètre qui entoure la Bulow-Platz ? Trente mille, quarante mille, peut-être soixante mille. Mais on ne voyait que des groupes... Berlin ouvrier n'avait pas répondu à l'appel du parti communiste. Dans le danger le P. C. restait seul, n'avait pas la confiance de la masse. La bourgeoisie venait de le constater d'une façon décisive ».

Le 30 janvier c'est en effet la nouvelle qui arrive comme un coup de foudre : « Hitler Reichskanzler ! » il faut entendre, dit la social-démocratie qu'Hitler sort du terrain de la constitution. Le C. C. du P. C. est incapable de linir ce jeu, de poser clairement, audacieusement, fermement la question. La théorie du social-fascisme lui lie les mains et pieds. La Rote Fahne du 2 et 3 février publie tout au long le discours du président de l'I. C. Manouïlski, réponse à Otto Bauer — on est développée à nouveau la théorie du social-fascisme. Et le C. C. du P. C. envoie causer Torgler, derrière le dos des masses avec la direction du P. S. A., avec la direction de l'A. D. G. B. Il envoie causer en cachette Münzenberg avec Künster. Ceux-ci prennent courage, deviennent impertinents, refusent.

Puis c'est l'incendie du Reichstag, les élections du 5 mars, sous la terreur, puisque les communistes ne peuvent même plus disposer des panneaux d'affichage, la victoire brutale de la peste brune : « Les rumeurs des nazis donnent le rythme de la vie. On se réveille la nuit : toc, toc, toc... Des nazis passent. On se réveille de nouveau : encore les bottes des hommes d'assaut. Notre voisine du deuxième commence à jouer au piano le « Horst Wessel lied » l'hymne hitlérien. Son frère de son côté, le chante. Ils ne sont pas très doués, mais par contre ils sont tenaces. Nous avons du « Horst Wessel » le matin, l'après-midi, le soir.

Dans le camp prolétarien c'est le désarroi causé par la trahison prévue des uns, par la dérobade des autres, puis la résignation. L'enquête se termine sans mots de consolation, sans optimisme de commande. Il faut en Allemagne reprendre de fond en comble la bataille révolutionnaire. Il s'agit bien maintenant d'un reconquêtement ».

La tragédie allemande a ému nos camarades de *MASSES* comme elle nous a ému tous. Ils ont commencé une enquête sur les causes et la voie du fascisme allemand. Landau et Schwab ont donné leur réponse. Nous donnerons incessamment la nôtre.

J. Mauraude.

LA VIE DE LA LIGUE

POUR SUIVONS NOTRE EFFORT

Nous continuons à nous débattre dans de grandes difficultés. Cependant, chacun de nos lecteurs ne comprend pas assez la nécessité de nous aider matériellement.

Ces dernières semaines un effort a été fait, mais bien insuffisant.

Envoyez-nous votre abonnement, et souscrivez !

SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

Collecte de l'A. G. du 8-10 (K.M. 3 fr.; T. 3 fr.; Martin 1 fr. 50; Br. 2 fr.; Ant. 2 fr.; Guimel 1 fr.; Max. 2 fr.; Duc. 2 fr.; Jul. 3 fr.; N. 10; Vict. 2; Fr. 3 fr.)	36 30
P. C. (Paris)	25 »
Zelig	25 »
Christophe	10 »
Robert Guenne (Lille)	5 »
Lecroq (Lille)	5 »
Listes de souscriptions couvertes par les camarades du Central Télégraphique de Marseille	110 »
Lud. Vive la « Vérité »	15 »
Aulas	10 »
Lulluier	10 »
Anonyme	7 »
Total	243 50

Total général 1.503 50

Nos camarades remarqueront le bel effort fait par le camarade Leguy qui a collecté 110 fr. parmi ses camarades de travail des P.T.T. de Marseille. C'est un exemple à suivre ! Faites circuler des listes, envoyez-nous sans tarder le montant des souscriptions.

Compte chèque postal : Naville — 1.333-80 — Paris.

CONVOCAION

Dimanche matin, à 9 heures précises, 23, rue des Vinaigriers : Réunion des jeunes élargie aux sympathisants.

Ordre du jour :

Le journal des jeunes (« Octobre Rouge »).

Chacun de nos noyaux en formation doit se faire représenter.

COURS D'ALLEMAND

Le cours d'allemand pour les camarades français commencera MÉRREDI, 25 OCTOBRE, au siège de la « Vérité », à 20 heures.

LE 10 NOVEMBRE la Vérité paraîtra sur 6 pages, avec un numéro spécial sur : L'ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE. Pour ce numéro, nous augmenterons sensiblement le tirage. Le prix restera à 0 fr. 50. Dès aujourd'hui, prenez vos dispositions pour une large diffusion. Commandez-nous LA VÉRITÉ DU 10 NOVEMBRE PAR 10, 20 OU 50 EXEMPLAIRES !

Ce numéro contiendra une série de documents authentiques sur octobre rouge, de récits. A la falsification stalinienne nous opposons LA VÉRITÉ.

Jeunes, à qui l'on cache l'histoire d'octobre, préparez-vous à diffuser largement ce numéro !

Demandez le numéro 13 de

« UNSER WORT »

Halbmonatschrift der deutschen Sektion der Internationalen Linken opposition

ANS DEM I. H. H. : Plebiscit für den Krieg. — International Aktion gegen den Reichstagsbrand prozess. — L. Trotsky : Einheitsfront mit Grezinski. — Man kann nicht länger mit Stalin, Manuïlski, Losowski et Co in ein-und-der-selben « Internationale » bleiben. — Richtlinien für die revolutionäre Betriebs- und Gewerkschaftsarbeit in Hitlerdeutschland. — Die Lage im Saargebiet. — Brief aus Deutschland. Adresse der Redaktion : J. Metchler, 4, rue Germain-Pilon, 18^e.

En vente dans les principaux kiosques.

UN EFFORT POUR NOS CAMARADES ALLEMANDS

Parmi nos camarades persécutés par la peste brune, plusieurs sont toujours dans une situation très précaire, camarades aidez-nous à leur assurer le soutien le plus urgent.

Il y a quelques jours un ouvrier de Levallois nous adressait 20 francs. Hier une collecte faite parmi les travailleurs du Central Télégraphique de Marseille a recueilli 101 francs. Camarades, collectez autour de vous, adressez-nous vos souscriptions.

C'est par erreur que nous avons annoncé par la semaine dernière la brochure du camarade TROTSKY : la 4^e Internationale et l'U. R. S. S. Cette brochure ne sortira de chez l'imprimeur que samedi.

Nous avons reçu déjà un grand nombre de demandes. Nous prions nos correspondants de patienter quelques jours. Ils recevront les envois la semaine prochaine.

LEON TROTSKY

LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S.

LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT SOVIETIQUE

L'importante brochure de Léon Trotsky doit être entre les mains de chaque militant. Adressez les commandes à La Vérité, 23, rue des Vinaigriers. Prix : 1 fr.

Après un grand retard, nous sortons la brochure Que s'est-il passé en Allemagne ? (Marxisme et Stalinsme).

Le prix de l'exemplaire est de 0 fr. 50. Pas de des maintenant les commandes.

SUR L'U. R. S. S.

L. TROTSKY

L'Economie Soviétique en danger 2 fr. Signal d'Alarme (Le danger menace de plus près) 0 fr. 50 A la Vérité, 23, rue des Vinaigriers. Compte chèque : Naville 1333-80, Paris.

Imprimerie Centrale de la Bourse 117, rue Réaumur, Paris (9^e)



Travail exécuté par les ouvriers syndiqués Le Gérant : P. Frank.